

L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE EN FRANCE

en particulier dans la Région Parisienne

THÈSE

POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DES LETTRES

DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

Avis BEAULIEU

PARIS

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, BOULEVARD SAINT-MICHEL (V^e)

1939



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DES LETTRES

L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE EN FRANCE

en particulier dans la Région Parisienne

THÈSE

POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DES LETTRES
DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

Avis BEAULIEU

PARIS

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
49, BOULEVARD SAINT-MICHEL (v°)

—
1939



A MA MERE ET A MON PERE

A MA TANTE HATTIE ET A MON ONCLE FRANK

A MA SŒUR AGNES

A NOTRE REGRETTÉ PROFESSEUR

MONSIEUR PAUL FAUCONNET

*Qui a inspiré le sujet de notre thèse, qui
a contribué par ses précieux conseils à la
préparation, et dont le dévouement a rendu
possible sa réalisation.*

A MONSIEUR LE PROFESSEUR

MAURICE HALBWACHS

*Qui a bien voulu accepter de remplacer
le regretté Monsieur FAUCONNET, comme
président de notre thèse.*

Notre plus profonde reconnaissance.

Sincères remerciements
aux personnes suivantes qui nous
ont donné les autorisations néces-
saires pour visiter les Ecoles Tech-
niques du département de la Seine
ou qui nous ont aidée en facilitant
nos enquêtes.

MONSIEUR FONTEGNE, Inspecteur Gé-
néral de l'Enseignement Technique.

MONSIEUR LOMONT, Directeur des Ate-
liers-Ecoles de la Chambre de Com-
merce.

MONSIEUR MARTY, Bibliothécaire de la
Chambre de Commerce.

Les DIRECTEURS et DIRECTRICES des Ecoles
Techniques du Département de la
Seine.

SOMMAIRE

Pages

PREMIERE PARTIE

CHAPITRE I. — Aperçu sur l'Enseignement Technique avant 1900. — Les corps de métiers. — Le Livre des Métiers. — La peste noire. — Jean-Baptiste La Salle. — Les manufactures. — Le Conservatoire National des Arts et Métiers. — L'Ecole Centrale des Arts et Manufactures. — Le machinisme. — La loi du 4 mars 1851 sur l'apprentissage. — La loi de 1900 fixant les heures de la journée de travail. — Les Ecoles Primaires Supérieures. — La Condo-minum. — Les Ecoles d'Horlogerie. — Les Ecoles Professionnelles de Jeunes Filles	9
CHAPITRE II. — Atermoiements jusqu'en 1916. — L'idée d'un enseignement technique élémentaire se dé-gage peu à peu du problème posé par la réorganisa-tion de l'apprentissage	29

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE III. — La loi Astier	59
CHAPITRE IV. — Plan de l'Enseignement technique ...	80

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE V. — L'Orientation Professionnelle	84
CHAPITRE VI. — Les Ecoles Professionnelles de la Ville de Paris et les Ecoles de Métiers à Paris	94
CHAPITRE VII. — La Chambre de Commerce	122
CHAPITRE VIII. — Les Cours Professionnels	129
CHAPITRE IX. — L'Enseignement Technique en province.	142
CONCLUSION	150
TABLES des Ecoles Nationales Professionnelles et des Ecoles Pratiques de Commerce et d'Industrie	154
BIBLIOGRAPHIE	169

PREMIERE PARTIE

CHAPITRE I.

APERÇU SUR L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE AVANT 1900

Sous l'Ancien Régime, il n'y a pas d'écoles enseignant les métiers. Les techniques manuelles s'apprennent à l'atelier. Il existe pour chaque métier des règlements qui déterminent le temps nécessaire pour l'apprendre complètement et dans tous ses détails. Cette période reçut très vite le nom d'apprentissage. Nous nous proposons dans ce chapitre d'étudier succinctement les modalités de l'apprentissage, depuis l'Ancien Régime jusqu'à la fin du XIX^e siècle.

C'est aux monastères qu'on attribue le mérite d'avoir rétabli les associations artisanales et les ateliers qui transmettaient les métiers sous l'Empire Romain et qui avaient été détruits par les Barbares. Toutefois les moines donnèrent leur attention, surtout aux métiers qui fabriquaient les objets destinés à l'exercice ou à l'ornement du culte.

En 631, on trouve déjà des métiers organisés tels

que l'orfèvrerie et l'industrie de la monnaie¹. Les métiers tels que ceux de cordonnier, de boulanger et de tisserand, qui sont essentiels à la vie ordinaire, sont assez bien organisés.

Vers le XI^e siècle, on voit l'ouvrier s'affranchir des liens du monastère et du seigneur. Les artisans commencèrent à se grouper en corps de métier, se rendant compte que l'association serait la meilleure garantie de leur indépendance et de leur sécurité.

Ils achetèrent le droit d'exercer leur métier sans contrôle et ils firent eux-mêmes les règlements pour chaque métier. Toutefois, chaque corps de métier est obligatoirement sous la protection d'un grand personnage² qui garde le droit de juger les différends qui surviennent entre les membres du groupement.

Avant le XIII^e siècle, l'apprenti n'avait pas le droit de choisir son métier. Un métier se transmettait de père en fils. Il devait rester dans la famille. Dans le cas de fille unique, son mari était obligé de prendre le métier de son père. L'artisan n'avait aucune chance de devenir maître si son père ne l'était pas, ni de changer de métier, s'il le désirait.

Avec le règne de Saint Louis, cependant, la vie de l'ouvrier change. Etienne Boileau, qui est prévôt de Paris, entreprend une réorganisation du travail manuel. Il existait déjà des traditions, des coutumes et des règlements, mais comme nous dit M. Martin St Léon dans son *Histoire des Corporations des Mé-*

(1) Saint Eloi enseignait l'orfèvrerie aux moines dans le monastère de Solignac, près de Limoges.

(2) Par exemple, un grand seigneur.

tiers : « Il restait à donner à l'industrie son code, au travail son organisation, au régime corporatif sa formule ». Etienne Boileau, dans son fameux *Livre des Métiers* fait précisément cela. Il réunit les statuts de tous les métiers à Paris, — à l'exception d'un ou deux, parce que pour ceux-là, il n'arriva pas à s'entendre avec les artisans, — et il organisa les règlements de chaque métier. La première partie du livre, la seule qui nous intéresse ici, est composée de 100 titres. Chaque titre organise un métier. Ce régime donne beaucoup plus de liberté à l'apprenti. Il donne le droit à tous les enfants, sauf les enfants illégitimes, d'arriver à la maîtrise s'ils peuvent trouver les ressources nécessaires pour acheter le métier et entretenir un apprenti, au minimum.

La division des artisans dans toutes les corporations est faite ainsi :

1. l'apprenti,
2. le valet,
3. le maître.

L'enfant, quand il commençait à travailler, ordinairement entre 10 et 12 ans, mais il n'y avait pas de condition d'âge — était un apprenti. Il devait passer plusieurs années à apprendre le métier. Le nombre d'années variait selon le métier, mais la période était assez longue, de 5 à 10 ou 12 ans. Son apprentissage fini, « il devait prouver aux talemeliers qu'il savait bien le métier » ¹; ceci fait, il deve-

(1) St LÉON, Martin. Histoire des Corporations, p. 79. Librairie Félix Alcan, Paris, 1922. 865 pages.

nait valet et il faisait, pendant 2 ou 3 ans, un stage industriel.

Il existait des obligations de maître à apprenti. Par exemple, le maître doit traiter son apprenti comme le fils d'un prudhomme, il doit le loger, le nourrir, l'habiller, et lui fournir la lumière et le blanchissage. Il doit le surveiller et le corriger, mais sans le frapper. L'apprenti, pour sa part, doit l'obéissance et le respect à son maître.

Ces principes, établis par le *Livre des Métiers*, servirent pendant les siècles suivants de règlements industriels. Les lois ultérieures jusqu'en 1791 ne firent qu'apporter des modifications de détails. Une des modifications les plus intéressantes fut l'institution du compagnonage ou tour de France, qui commence au XIV^e siècle et se prolonge, en partie, jusqu'au XIX^e siècle. Le compagnon allait de ville en ville pour étudier les méthodes qu'on employait dans son métier. A la fin du tour de France, il fabriquait un chef-d'œuvre. Le chef-d'œuvre remplaçait, en le compliquant, et en le rendant plus difficile et plus coûteux, l'ancien examen que passait le valet pour devenir maître.

La peste noire au XIV^e siècle fut le commencement de la misère pour l'apprenti et l'ouvrier. La mortalité était terrible. Il n'y avait plus assez d'ouvriers pour le travail à faire. Par conséquent les lois devinrent plus exigeantes. La journée de travail fut fixée à 16 ou 17 heures, et non plus, comme auparavant, du lever au coucher du soleil, coutume qui

raccourcissait la journée de travail pendant la saison d'hiver. La période d'apprentissage fut raccourcie, mais le maître, qui craignait la concurrence de ses apprentis une fois qu'ils seraient devenus maîtres, ne poussait plus leur instruction à fond, et s'efforçait de les maintenir à un niveau professionnel médiocre. La corporation exploitait les apprentis, et c'est à partir de cette date qu'on commence à voir une différence dans l'attitude de l'apprenti envers son maître. Il perd le respect qu'il avait auparavant. Les mauvais procédés et la tyrannie des maîtres ne firent que croître dans les siècles suivants.

Au cours du XVII^e siècle, il n'y a pas d'amélioration du sort de l'apprenti, mais on voit naître, pourtant, des écoles de charité, dont quelques-unes devinrent plus tard des écoles techniques. L'idée d'instruire les pauvres et la classe ouvrière, idée qui était aussi inouïe pour les pauvres que pour les riches, ne fit pas beaucoup de progrès avant le XIX^e siècle. Parmi ceux, qui s'occupèrent de la propagation et du développement des écoles pour les pauvres, au XVII^e siècle, Jean-Baptiste de la Salle est le mieux connu. Parmi les écoles qu'il organisa, celle qui nous intéresse le plus, au point de vue de l'enseignement, est un « séminaire de maîtres d'école » qu'il créa en 1680, et qu'il dut transférer plusieurs fois pour lui permettre de subsister. L'enseignement comprenait un enseignement religieux et un enseignement général : « français, latin, grammaire, orthographe, notions de littérature et de rhétorique, tenue des

livres, comptabilité, géométrie, architecture, histoire naturelle, mécanique en certains cas, l'hydrographie, le calcul intégral, la cosmographie, les langues vivantes » ¹. C'était en somme une ébauche de l'enseignement technique.

La Salle mourut dans son école à Yon en 1719, et à cette époque il y avait des écoles de charité à Calais, à Troyes, à Avignon, à Dijon et dans plusieurs autres villes, fondées, soit, directement par La Salle, soit, par ses élèves.

C'est aussi pendant le XVII^e siècle que Colbert, sous prétexte d'abolir la tyrannie industrielle, détruisit plusieurs des corporations et les remplaça par des manufactures ou des corporations privilégiées, c'est-à-dire protégées par le roi. Mais les règlements devinrent encore plus sévères pour l'apprenti. On réglait, non seulement sa vie à la manufacture, mais sa vie au dehors, ne lui laissant aucune liberté. Il ne pouvait pas, non plus, choisir le maître avec lequel il préférait travailler. Il devait aller dans les ateliers où il y avait des places libres. C'est à partir de cette époque que les ouvriers commencent à se révolter plus fréquemment et à faire grève.

L'idée, et même le projet, d'un Conservatoire National des Arts et Métiers existait dès la première moitié du XVII^e siècle. C'était une idée de Descartes. M. Alibert, ami du philosophe, qui avait promis de consacrer une partie de ses richesses à la réalisation

(1) F. BUISSON. Dictionnaire pédagogique, p. 973-981. Hachette et Cie Paris, 1911.

de l'idée de Descartes écrit : « Le projet de Descartes était de faire bâtir, dans le Collège Royal, et dans d'autres lieux qu'on aurait consacrés au public, diverses grandes salles pour les artisans; de destiner chaque salle pour chaque corps de métiers, joindre à chaque salle un cabinet rempli de tous les instruments mécaniques nécessaires ou utiles aux arts qu'on y devait enseigner, à faire fournir aux dépenses que demanderaient les expériences, et encore pour entretenir des maîtres ou professeurs qui devaient être habiles en mathématiques et en physique, afin de pouvoir répondre à toutes les questions des artisans, leur rendre raison de toutes choses et leur donner du jour pour faire de nouvelles découvertes dans les arts. » ¹.

C'est à Vaucanson et à Henri Grégoire que revient le mérite d'avoir réalisé le projet de Descartes. Vaucanson légua sa collection d'invention à Louis XIV afin que le roi l'utilisât de façon ou d'autre, pour le public. A cette collection, on devait ajouter les machines anglaises et hollandaises qu'on employait dans les grandes industries de l'époque. Le personnel se composait du gardien du dépôt, un membre de l'Académie des Sciences, et de deux ouvriers de Vaucanson, un menuisier et un serrurier. Peu à peu le personnel devint plus nombreux.

Cependant, ce ne fut que quelques années plus tard que le musée de Vaucanson prit le nom de Conser-

(1) Ministère du commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes. L'Enseignement Technique en France, T.I, p. 1. Paris, 1900 (5 tomes).

vatoire. Après avoir entendu un rapport de Grégoire, — l'abbé Henri Grégoire, par ses efforts personnels auprès des Comités d'Instruction Publique, d'Agriculture, et des Beaux Arts des assemblées révolutionnaires, fut le principal agent de la création de ce Conservatoire, — le 20 octobre 1794, la Convention décréta ce qui suit :

« Art. Premier. — Il sera formé à Paris, sous le nom de Conservatoire des Arts et Métiers, et sous l'inspection de la Commission d'Agriculture et des Arts, un dépôt de machines, modèles outils, dessins, descriptions et livres dans tous les genres d'arts et de métiers. *L'original des instruments et machines inventés ou perfectionnés sera déposé au Conservatoire.*

Art. 2. — On y expliquera la construction et l'emploi des outils et machines utiles aux arts et métiers.

Art. 4. — Le Conservatoire des Arts et Métiers sera composé de trois démonstrateurs et d'un dessinateur. »

La Convention interdisait la vente des machines hors de France. Ces mesures étaient nécessaires à la protection du futur Conservatoire : elles empêchaient que les autres pays profitassent d'inventions dont la France pouvait se servir ; de plus, le public pourrait ainsi connaître aisément toutes les machines.

L'installation du Conservatoire comprenait : la collection de la « Commission temporaire des Arts », plus de huit cents instruments précieux, de nom-

breuses machines d'agriculture, de manufactures et d'arts industriels. Nous pouvons considérer le Conservatoire comme la première école technique de perfectionnement publique.

Au 18^e siècle, également, *l'Encyclopédie* avait fait une propagande favorable aux arts et métiers : « Plus neuve et naturellement plus sereine, est la partie consacrée aux *arts mécaniques* et aux *métiers*. Les grandes idées n'y étaient plus intéressées et la description d'un métier ne pouvait heurter personne. Plus besoin de polémiquer et d'altérer l'exposé des faits. » ¹. Diderot s'intéressait particulièrement aux arts mécaniques et aux métiers. Il nous dit : « on s'est adressé aux plus habiles de Paris et du royaume; on s'est donné la peine d'aller dans leurs ateliers, de les interroger, d'écrire sous leur dictée; de développer leurs pensées, d'en tirer les termes propres à leurs professions, d'en dresser des tables, de les définir, de converser avec ceux de qui on avait obtenu des mémoires, et (précaution presque indispensable) de rectifier dans de longs et fréquents entretiens avec les uns, ce que d'autres avaient imparfaitement, obscurément, et quelquefois infidèlement expliqué. » ².

La révolution qui amena tant de réformes voulut ouvrir largement les portes à l'enseignement technique et les assemblées révolutionnaires s'en occupèrent avec prédilection. C'est ainsi qu'elles laissèrent vivre et même favorisèrent l'établissement

(1) Félix GUIRAUD, *Encyclopédie ou Dictionnaire Raisonné des Sciences, des Arts et des Métiers* (Extraits), Larousse, Paris, p. 10.

(2) Ibid, p. 48.

fondé avant 1789 par le duc de la Rochefoucauld-Liancourt.

Le duc de la Rochefoucauld-Liancourt, faisant un voyage en Angleterre, quelques années avant la révolution, fut frappé par l'organisation industrielle de ce pays. L'Angleterre était plus avancée que la France. Elle avait acheté des inventions françaises et en avait tiré profit ¹. Les inventeurs avaient pu gagner beaucoup d'argent en Angleterre où l'on se rendait compte, mieux qu'en France, de la valeur de ces inventions. Le Duc, prévoyant les changements qui seraient bientôt nécessaires dans l'organisation industrielle de la France, transforma dès 1788, à Liancourt, sa ferme « La Montagne » en une école d'arts et métiers. Les élèves y recevaient une instruction élémentaire générale en même temps que l'enseignement d'un métier. Ce furent les seuls ouvriers de cette époque, instruits, quand ils finissaient leur apprentissage. Le bruit du succès de l'école, « destinée à fournir des contremaîtres et des ouvriers pour les manufactures » se répandit. Il est possible que ceci fut une des raisons pour lesquelles le Duc fut autorisé à rentrer en France dès 1798 après un exil de six ans. Sous Napoléon, il fut nommé Inspecteur Général des Ecoles des Arts et Métiers (une seconde école avait été fondée en 1804) et il passa seize ans dans cette fonction. C'est lui, par conséquent, qui joua le plus grand rôle dans la création et dans le

(1) L'Angleterre avait bénéficié d'inventions pour la manufacture de la soie de Villard, machine à filer le coton de Lamé-Flésselle, métier à tricot sur chaîne, un four de Cément, etc.

développement des écoles des Arts et Métiers. Une troisième école s'ouvrit à Aix en 1843, et une quatrième à Lille, en 1851.

Nous avons déjà vu naître le Conservatoire des Arts et Métiers, qui était destiné à l'instruction ouvrière. Nous voyons maintenant la création, en 1829, d'une école supérieure privée d'enseignement technique, l'Ecole Centrale des Arts et Manufactures. Les frais d'inscription étaient assez élevés, aussi les élèves de l'Ecole appartenaient à la classe bourgeoise et étaient destinés à devenir chefs d'industrie et ingénieurs. Il était indispensable qu'un chef d'industrie connaisse à fond les machines. L'Ecole Centrale répondait à ce besoin.

C'est à l'initiative de quatre fondateurs, Dumas, Péclet, Olivier et Lavallée, que l'Ecole Centrale doit sa création. Les deux premiers sont connus pour leur travail dans l'enseignement, les deux derniers pour la part qui leur revient dans l'organisation de l'Ecole.

En 1857, l'Ecole Centrale comptait 475 élèves. L'avenir de l'école semblait être assuré, mais M. Lavallée, directeur et seul propriétaire, décida de placer l'Ecole sous le contrôle de l'Etat, sous deux conditions : l'Etat s'engageait, premièrement à donner une somme pour la retraite de ses collaborateurs (somme à laquelle il ajouta lui-même un appoint considérable), deuxièmement, à garder, autant que possible, la constitution originale de l'école, et à laisser, à celle-ci, la permission de disposer de ses produits de la manière qu'elle jugerait être le plus profitable.

Ainsi de grands progrès étaient déjà réalisés dans la formation des chefs d'industrie et des ingénieurs. On avait aussi, mais dans une faible mesure, puisqu'il n'y avait qu'un seul Conservatoire et que quelques écoles d'arts et métiers, favorisé le perfectionnement professionnel d'une élite ouvrière.

Tel quel, l'effort en faveur de l'instruction de la classe ouvrière restait insuffisant. Que devenaient généralement ouvriers et apprentis ?

Beaucoup de patrons ne songeaient guère à l'instruction de leurs ouvriers. Ce n'étaient plus les ouvriers qui fabriquaient les produits. Ils accomplissaient seulement une partie, et la moins importante, du travail. Ils devaient donc prendre un rang inférieur à celui des machines. Les ouvriers ne manquaient pas à l'industrie comme les contremaîtres et les ingénieurs. C'était l'ère des inventions, et chaque invention ajoutait à la misère des ouvriers, en réduisant l'emploi de la main-d'œuvre humaine au profit de la main-d'œuvre mécanique. Le patron n'avait qu'à renvoyer les ouvriers qui étaient en surplus. Les apprentis, devenaient moins nombreux puisqu'on n'avait pas besoin d'autant d'ouvriers. On s'occupait d'eux très peu. On leur confiait, d'ordinaire, toutes les tâches, à la fois faciles et pénibles, et on ne se préoccupait pas de leur enseigner des métiers qui, d'ailleurs, tendaient à disparaître.

Les tâches industrielles devenaient entièrement différentes des tâches artisanales d'autrefois. Les ouvriers étaient spécialisés dans des détails de fabri-

cation. Les enfants aussi, et la plupart d'entre eux ne pouvaient espérer apprendre rien d'autre, ni s'élever au-dessus de la classe de simple ouvrier, devenir autre chose qu'un rouage manuel. Cependant, l'ouvrier était aussi parfois à blâmer. Il était systématiquement contre toute invention qui pût remplacer la main-d'œuvre. Il s'était opposé à la machine à tricoter parce qu'elle enlevait aux tricoteuses leur gagne-pain. De même, un groupe d'ouvriers avait détruit la machine à tisser de Jacquard, qui supprimait les tireurs de cordes, c'est-à-dire, délivrait les enfants de 8 à 11 ans qui, courbés sous la table de tissage, suivaient le travail des tisserands pour tirer les cordes à propos : ces enfants grandissaient souvent courbés pour la vie. Les parents aimaient mieux cela plutôt que les voir sans travail.

Cette situation finit par préoccuper les pouvoirs publics. La loi du 4 mars 1851 fut la première, depuis le *livre des métiers*, à essayer d'organiser effectivement l'apprentissage. Mais cette loi n'eut pas les résultats désirés, parce qu'on ne veilla pas à ce qu'elle fût observée par les patrons, et d'autre part, les parents s'intéressaient, plutôt aux salaires que leurs enfants pouvaient gagner, qu'aux métiers qu'ils pourraient apprendre. La loi peut être résumée ainsi :

« Le fabricant, chef d'atelier ou ouvrier, s'engage à enseigner la pratique de sa profession à une autre personne, qui en retour s'engage à travailler pour lui, à des conditions et pendant un temps convenus.

Le contrat est fait par acte public ou par acte sous seing privé.

Il peut être fait verbalement. Les devoirs du patron, vis à vis de l'apprenti, sont les suivants : il doit se conduire, vis à vis de l'apprenti, en bon père de famille, surveiller sa conduite et ses mœurs, avertir ses parents, en cas de fautes graves.

Il ne doit l'employer qu'aux travaux qui se rattachent à l'exercice de sa profession.

Si l'apprenti a moins de 16 ans, ne sait ni lire, ni écrire, ni compter, le maître est tenu de lui laisser prendre sur la journée de travail, deux heures par jour, pour son instruction.

Il doit enseigner à l'apprenti, progressivement et complètement, son métier ou la profession spéciale qui fait l'objet du contrat.

Il lui délivra à la fin de l'apprentissage un congé d'acquit ou certificat constatant l'exécution du contrat.

De son côté, l'apprenti doit à son maître fidélité, obéissance et respect, et doit l'aider dans son travail dans la mesure de son aptitude et de ses forces » ¹.

En 1900, une nouvelle loi fixa la journée de travail à 10 heures dans les établissements où l'on formait des apprentis. Immédiatement les établissements cessèrent de former des apprentis. Devant ce résultat, on commença à penser sérieusement à la création d'écoles techniques pour les enfants d'ouvriers. On peut dire d'ailleurs que l'idée était dans l'air et même partiellement réalisée depuis déjà longtemps. Il y avait eu en ce sens, au cours du XIX^e siècle, à la fois

(1) Emile LÉVY. La crise de l'apprentissage et l'enseignement technique. Typographie et Lithographie, Barlatier, Marseille, 1914, p. 56.

une initiative gouvernementale et des initiatives privées.

La première a abouti à la création d'un enseignement technique d'Etat à la fin du XIX^e siècle, la deuxième a organisé un certain nombre d'écoles techniques ouvrières à Paris.

Au début du XIX^e siècle, on s'était aperçu d'une lacune dans l'enseignement français. Il n'y avait pas d'école, intermédiaire, entre l'école primaire et l'école secondaire. Un enfant ne pouvait pas continuer ses études, sans se lancer immédiatement, soit, dans des études classiques, soit, dans des études scientifiques. Il n'y avait rien pour l'enfant qui ne ferait pas d'études avancées. Il n'y avait rien d'une nature plus pratique. L'enfant qui ne désirait pas une instruction classique ou scientifique devait quitter l'école après ses études primaires. C'est pourquoi l'on créa, en 1833, des Ecoles Primaires Supérieures, qui, cependant, furent négligées jusqu'en 1878.

Les écoles auraient, si on leur avait montré plus d'intérêt, rendu de grands services. La loi exigeait qu'une école primaire supérieure soit créée dans toutes les communes de plus de 6.000 habitants. Pour commencer, c'était trop. On aurait dû, en créer quelques-unes seulement, à la fois. Elles auraient peut-être mieux réussi. Le programme comprenait, un enseignement général et un enseignement pratique, ce qui était tout à fait nouveau. L'enseignement pratique était trop peu apprécié pour que les communes et les départements songent à fournir des fonds, permettant

des créations aussi nombreuses, et, également, des fonds indispensables, pour les améliorations qui seraient nécessaires, pour faire face aux changements, survenus dans le commerce et l'industrie. Donc les écoles, jusqu'en 1878, restèrent toujours au même point. En 1878, l'Etat les subventionna et en 1888 la loi suivante fut votée :

« Article 1^{er}. — Les écoles publiques d'enseignement primaire complémentaire, dont le programme comprend des cours ou des classes d'enseignement professionnel, sont assimilées aux écoles manuelles d'apprentissage. Ces écoles peuvent en conséquence, participer (3 et 4) aux subventions inscrites au budget du Ministère du Commerce » ¹.

Les écoles manuelles d'apprentissage étaient des écoles « fondées par les communes ou les départements, pour développer, chez les jeunes gens qui se destinent aux professions manuelles, la dextérité nécessaire et les connaissances techniques ». Le résultat fut deux genres d'écoles primaires-supérieures au lieu d'un.

Le *condominium*, règlement qui concernait les écoles primaires supérieures de 1888 ne réussit pas à améliorer l'organisation de ces écoles; celles-ci allaient désormais dépendre, d'une part, du Ministère de l'Instruction Publique, d'autre part, du Ministère du Commerce et de l'Industrie. Il arriva que les deux ministères n'eurent pas toujours la même opinion sur un

(1) ASTIER et CUMINAL. L'Enseignement Technique, Industriel et Commercial en France et à l'Etranger, p. 234. Librairie Georges Roustan, Paris, 1908.

point donné. C'est pourquoi un nouveau règlement, en 1892, remplaça le condominium. En voici un article (69) « Les Ecoles primaires supérieures professionnelles, dont l'enseignement est principalement industriel ou commercial relèveront à l'avenir du Ministère du Commerce, de l'Industrie et des colonies, auquel elles seront transférées par décret, et prendront le nom « d'Ecoles Pratiques de Commerce et d'Industrie » ¹. Les écoles primaires supérieures retinrent l'enseignement général pour lequel elles avaient été créées à l'origine, et elles eurent pour but d'y associer « un complément d'instruction professionnelle ». Ceci fut le véritable commencement de l'enseignement technique élémentaire. A partir de cette date l'enseignement technique élémentaire commence à prendre une forme distinctive comme il était arrivé pour les écoles techniques d'enseignement supérieur.

Nous allons maintenant citer quelques exemples d'écoles ouvrières dues à l'initiative privée. Ces écoles sont toujours le résultat d'efforts isolés et fragmentaires.

Quelques-uns sont l'aboutissement d'efforts très anciens, — parfois poursuivis pendant des siècles, — par exemple l'Ecole Boule.

Nous nous proposons de donner, une idée générale, de la manière dont ces écoles furent créés, d'abord pour des garçons, ensuite pour des filles.

L'horlogerie, qui avait été inventée à Nuremberg vers 1500, fut introduite en France par Ballardoud.

(1) ASTIER et CUMINAL, p. 234.

Il s'établit à Faucigny où l'on se passionna pour l'horlogerie. On vit des paysans abandonner leurs fermes, à des kilomètres alentour, pour venir apprendre l'horlogerie et s'établir dans l'industrie.

En 1844, le gouvernement se décida à établir une école d'horlogerie « pour faire jouir les habitants de la Savoie des avantages que procure l'instruction technique, et pour améliorer, dans ce duché, l'exercice d'une industrie à laquelle les habitants du pays sont particulièrement appelés par leurs aptitudes de les conditions locales ». ¹ Le directeur de l'Ecole Royale d'Horlogerie, le docteur Firmin Guy, syndic de Cluses, persuada Achille Benoit directeur de la Manufacture Royale de Versailles, d'accepter la direction de l'école qu'il dirigea pendant vingt ans.

Jusqu'au milieu du XIX^e siècle n'existe aucune école d'enseignement professionnel pour les jeunes filles. Madame Elisa Lemonnier fut, une des premières, à s'apercevoir de la nécessité d'écoles d'enseignement professionnel pour les jeunes filles. Pendant la révolution de 1848, Madame Lemonnier se rendit compte du manque de « savoir faire », pour ainsi dire, des ouvrières qui travaillaient pour elle dans un atelier de couture, qu'elle ouvrit à Paris, pour aider à résoudre le problème du chômage. Elle fournissait, elle-même l'argent nécessaire pour les vêtements, qu'on faisait pour les hôpitaux et les prisons. Cependant, ce

(1) Ministère de l'Education Nationale. Sous-Secrétariat de l'Enseignement Technique. L'Ecole Nationale d'Horlogerie, de Petite Mécanique et de Précision et d'Electricité de Cluses, p. 5, Lyon, 1936, 62 p.

n'est pas seulement le côté professionnel qui intéressait Madame Lemonnier. Elle et son mari s'intéressait beaucoup à toutes les questions sociales et humanitaires. Le premier livre de son mari était intitulé *l'Avenir de la femme*. Donc le problème de la femme les intéressait tous les deux.

Les expériences de Madame Lemonnier lui firent voir la nécessité d'enseigner aux ouvrières les méthodes les plus pratiques de travail. En 1856, elle créa avec beaucoup de difficulté, la Société de protection maternelle qui, en 1862, devint la Société pour l'enseignement professionnel des femmes. La première école s'ouvrit, en octobre de la même année, au numéro 9, rue de la Perle à Paris. Au mois de décembre, le nombre des élèves s'élevait à 50, en juillet à 80. Trois années plus tard, une deuxième école s'ouvrit au numéro 12, rue Rochechouart. Elles eurent toutes deux à faire face à de nombreuses difficultés, financières entre autres. Les écoles eurent du succès, mais le travail fut au-dessus des forces de Madame Lemonnier, et elle mourut le 15 juin 1865. La renommée de ces écoles fut telle, qu'à l'étranger, on en fonda d'analogues.

Aux expositions Internationales, les écoles de Madame Lemonnier éclipsèrent toutes les autres écoles du même genre, si bien, que le gouvernement français en 1880, prit la décision de joindre l'enseignement professionnel des jeunes filles à l'enseignement technique. En 1882, on ouvrit deux de ces écoles à Paris, l'Ecole Elisa Lemonnier et l'Ecole Duperré; la pre-

mière est toujours, principalement, une école de couture. La deuxième changea son programme et devint une école d'art appliqué.

Nous pouvons encore citer pour les garçons l'Ecole Boulle, l'Ecole Diderot, l'Ecole Dorian, l'Ecole Estienne.

CHAPITRE II

ATERMOIEMENTS JUSQU'EN 1916. L'IDEE D'UN ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ELEMENTAIRE SE DEGAGE PEU A PEU DU PROBLEME POSE PAR LA REORGANISATION DE L'APPRENTISSAGE

Nous avons vu, qu'à l'aube du XX^e siècle, l'idée d'un enseignement technique destinée à la classe ouvrière est en marché.

Cette idée va lentement mûrir sous la pression des évènements.

L'industrie française et la classe ouvrière française sont en position défavorable devant leurs concurrents de l'étranger. En France, les ouvriers qualifiés deviennent de plus en plus rares. Il n'en est pas de même à l'étranger où l'enseignement professionnel de la classe ouvrière n'a pas été négligé. Ainsi, il arrive de plus en plus souvent, que les industriels français doivent faire appel aux ouvriers étrangers pour suppléer les nationaux.

Par exemple, dans le métier d'ouvrier électricien, les Suisses prédominent¹; dans ceux de mécaniciens,

(1) ASTIER et CUMINAL. L'Enseignement Technique industriel et commercial en France et à l'étranger. 1908, p. 18-28. « Conséquences sociales et économiques de la crise de l'apprentissage. »

d'ajusteurs et de monteurs, ainsi que dans la profession d'ébéniste, les Belges; dans celles de tailleurs coupeurs, les Autrichiens. Une grande maison française d'éditions, après avoir cherché vainement des ouvriers français spécialisés pour ses travaux les plus difficiles a dû faire faire ce genre de travail à Leipzig.

Tout ceci mettait en chômage les ouvriers français. et la pauvreté de la classe ouvrière devenait, plus que jamais, un problème que l'on ne pouvait tarder à résoudre, et, qui, apparaissait comme étant lié à celui d'une meilleure éducation professionnelle de cette même classe.

On a d'abord cru que tout le mal venait du déclin de l'apprentissage et qu'il suffisait, pour répondre aux besoins de l'industrie, de réorganiser, avec soin, la formation à l'atelier des apprentis.

Il s'agissait de former, pensait-on, des ouvriers habiles, mais tout de même des ouvriers et non des chefs d'industrie. Le public connaissait bien et appréciait les grandes écoles supérieures techniques, formatrices d'ingénieurs réputés. Mais il ne s'habitua pas à l'idée qu'un enseignement technique élémentaire put être donné aux futurs ouvriers dans une école.

Il craignait qu'en suivant cette voie, on aboutit seulement à gâter les jeunes ouvriers, à les transformer en théoriciens médiocres et pratiquement inutilisables.

La transmission des techniques s'était faite à l'ate-

lier, par voie d'apprentissage, depuis tant de siècles, qu'on ne voyait aucune raison de changer pour faire mieux ¹.

A partir de 1905, les critiques, les conférences, les rapports sur l'enseignement technique se font de plus en plus nombreux, partout se manifeste le vif désir d'une solution rapide; tous expriment l'idée que l'enseignement technique a été trop longtemps négligé et cela au détriment de l'industrie.

L'enseignement professionnel n'est pas assez général, « il est indispensable que l'apprenti se forme d'abord en utilisant des machines simples, élémentaires, avant d'aborder la conduite des machines plus compliquées et plus délicates que l'industriel doit utiliser parce qu'elles lui assurent une plus grande production » ².

« Si nous considérons l'évolution qui s'est produite dans la seconde moitié du siècle dernier et va s'amplifiant tous les jours, il nous sera permis de prédire sans témérité que, dans le plus grand nombre des professions, la main d'œuvre humaine sera remplacée par la main d'œuvre mécanique. Aussi pour n'être pas exposé à être dépossédé de sa tâche, tout travailleur doit-il être quelque peu mécanicien. La partie générale de l'enseignement professionnel doit être consacrée à apprendre à l'élève d'abord quelques notions de dessin, de chimie et de physique et ensuite la mécanique appliquée, dans des conditions

(1) Projet MICHEL et MASCURAUD, 1904.

(2) G. DRON, l'Organisation de l'apprentissage, p. 7. Nancy, 1909, 35 pages.

telles qu'il soit capable de guider lui-même et sans peine la machine-outil, quelle qu'elle soit, qui viendra un jour le remplacer » ¹.

On se rendait donc bien compte que le développement toujours plus poussé du machinisme et l'intensification de la division du travail créaient un problème toujours plus pressant. Toutefois le plus difficile, c'était, toujours, de s'entendre sur l'objet et la portée d'un « enseignement technique » élémentaire, destiné à la classe ouvrière et paysanne. L'enseignement agricole, en effet, était aussi en retard que l'enseignement industriel. On s'était occupé de l'enseignement agricole supérieur, mais on avait négligé l'enseignement élémentaire.

Il est vrai qu'à l'école primaire existaient quelques cours d'enseignement agricole. Pour juger de la valeur de ces cours, nous pouvons citer l'appréciation suivante donnée par M. Lafforgue, professeur diplômé d'agriculture, dans un rapport adressé au Conseil Général de la Gironde en 1911 : « Nous ne voulons naturellement pas mettre ici en cause les maîtres dont la bonne volonté, le dévouement sont indiscutables. Mais pour bien enseigner, il faut d'abord avoir appris et ce n'est pas le squelette de cours qu'ils suivent à l'école normale qui peut leur apprendre quelque chose. Plus tard, absorbés par la besogne quotidienne, ils n'ont ni le temps, ni les moyens de combler cette lacune, de sorte que l'enseignement agri-

(1) Emile DELORME, *l'Apprentissage et l'Enseignement Technique*, p. 29. Paris, 1909. 32 p.

cole à l'école primaire, quoiqu'obligatoire, ne peut être donné que d'une manière insuffisante. Il se borne souvent à de simples copies, exercices d'écriture ou d'orthographe, à quelques leçons apprises par cœur, sans explication, sans goût et par suite sans portée au lieu d'être un enseignement vécu, expérimental » ¹.

Le décret du 19 juin 1904, qui réorganisait les écoles pratiques agricoles en fixa ainsi les caractères : « Intermédiaires, entre les fermes écoles qui sont destinés à former de bons ouvriers et contre-maîtres agricoles, et les écoles nationales d'agriculture d'où sont sortis tant d'agronomes, d'agriculteurs et de professeurs distingués, les écoles pratiques d'agriculture sont destinées, dans les intentions des législateurs, à donner l'enseignement professionnel agricole aux fils de cultivateurs, propriétaires et, en général, aux jeunes gens qui se destinent à la carrière agricole » ².

Malgré la création de 38 écoles, et de bourses pour en encourager la fréquentation, les élèves n'étaient pas nombreux. On peut en attribuer la cause à la mentalité des agriculteurs qui ne comprenaient pas l'utilité d'une théorie apprise à l'école, pour le travail manuel d'une ferme, mentalité, qui rejoignait celle du grand public, au sujet du travail industriel.

Peut-être que si la création des écoles techniques élémentaires n'avait pas entraîné plus de dépenses que celle des écoles primaires d'enseignement gé-

(1) E. BERTRAND, *l'Enseignement Technique en Allemagne et en France*, p. 376. Paris, 1914, in-8°.

(2) E. BERTRAND, p. 367-8.

néral, l'organisation en eût été plus rapide. Ce n'était pas une dépense insignifiante que d'installer et d'équiper trente ou quarante écoles techniques, en deux ou trois ans. Les machines, l'outillage et le matériel dépassaient de beaucoup les frais de livres et d'équipement des écoles ordinaires. Mais, il était cependant inutile de créer des écoles techniques, si elles ne devaient pas être bien équipées. Il fallait également des « professeurs qui soient eux-mêmes de premier ordre, en même temps que des techniciens expérimentés. Si un budget ne permet pas de rétribuer convenablement ces professeurs de choix, ceux-ci resteront dans l'industrie où leurs talents et leurs mérites seront mieux récompensés. D'autant plus qu'il faut un dévouement exceptionnel pour être dans une Ecole d'Apprentissage ».

« D'autre part, il est indispensable que les élèves des écoles d'apprentissage possèdent *l'esprit d'atelier*. Pour cela, *il faut que les écoles ressemblent aussi complètement que possible à une usine*. C'est à dire qu'elles aient un véritable *matériel d'usine*. Il faut donc que les contre-maîtres et les directeurs aient travaillé de *longues années* dans l'industrie pour bien posséder le sens pratique du métier afin de pouvoir le communiquer aux élèves

Le matériel doit être aussi moderne et aussi complet que possible » ¹.

Toutes ces remarques et propositions paraissent

(1) M. A. CRUZ, l'Enseignement Technique et l'Apprentissage, p. 14-25. Amiens 1906, 28 p.

intéressantes. Toutefois leurs auteurs n'envisageaient que des solutions partielles, des réformes, plutôt qu'une réorganisation.

La confusion durait. On n'arrivait pas à trancher le dilemme : apprentissage à l'atelier, apprentissage à l'école. On se rendait compte, pourtant, que c'était seulement dans une école qu'une certaine connaissance et une certaine habitude des machines en général, pourrait être donnée à l'enfant, et, que la valeur professionnelle de l'ouvrier s'améliorerait quand, dans une certaine mesure, on pourrait le considérer comme un mécanicien, comme un « technicien manuel ».

L'idée d'une solution complète, apportée à tous les problèmes posés par la transformation de l'industrie, et secondairement, de l'agriculture, par la création d'un système nouveau et complet d'enseignement approprié existait cependant. Cette idée, née dans les milieux parlementaires, gagnait peu à peu du terrain dans certains milieux industriels.

M. Lefébure, fabricant de dentelles, peut être considéré comme le meilleur représentant de cette opinion industrielle éclairée (1910). « Que faut-il tout d'abord entendre, dit-il ¹ par ces mots « Education professionnelle de la classe ouvrière » et que comporte l'ensemble de cette « Education »,

L'éducation professionnelle de la classe ouvrière

(1) Auguste LEFÉBURE, Extrait du Bulletin de la Société de Protection des Apprentis et des Enfants dans les Manufactures, consacré à « L'Education Professionnelle et Technique de la classe ouvrière. Janvier-mars 1912.

devrait être selon nous, l'ensemble des phases ou des périodes d'instruction nécessaires, ou utiles, par lesquelles doivent passer les enfants ou les jeunes gens pour aboutir progressivement à l'idéal que nous pouvons avoir de la transformation *d'un écolier en apprenti, puis d'un apprenti en un ouvrier accompli*. Par comparaison, l'éducation ouvrière serait la science de la judicieuse préparation de la *main d'œuvre humaine*, comme l'instruction est la science de la judicieuse préparation de *l'esprit et du cerveau humain*.

Or l'instruction comporte diverses périodes successives, s'appliquant aux diverses catégories d'hommes plus ou moins savants à former, et qui s'appellent l'enseignement primaire, l'enseignement secondaire, et l'enseignement supérieur. Nous sommes tous d'accord sur les définitions et sur les délimitations de ces enseignements qui ont un but et un objet précis. Nous en connaissons à fond les programmes. Nous acceptons comme vérité absolue, que l'enfant doit apprendre à lire avant de faire de la grammaire, et avant de faire de la littérature. Là, nulle confusion; la progression littéraire ou scientifique est nette et logique.

Pouvons-nous sagement ne pas penser qu'une méthode analogue doit être appliquée à l'éducation professionnelle technique, pour former l'enfant et l'entraîner progressivement vers la pratique du travail de plus en plus savant de nos industries ? » ¹.

(1) LEFÉBURE, p. 86.

M. Lefebure ajoute : « N'oublions pas qu'il faut aboutir rapidement à un programme définitif de l'éducation de la classe ouvrière, si nous ne voulons pas nous laisser dépasser par tous nos concurrents étrangers. Tous les pays qui nous entourent, en effet, ont déjà mis en pratique des systèmes d'éducation professionnelle assez différents les uns des autres, mais qui, cependant, si on les examine de près, paraissent avoir un *programme d'ensemble, appliqué « à priori »*. Pouvons nous rester en retard et ne pas examiner à notre tour, *quel système général* conviendrait le mieux dans son ensemble, à nos mœurs, à nos usages et aux besoins généraux actuels de nos industries nationales ? » ¹.

Le résultat des enquêtes faites à l'étranger était en effet, de plus en plus, de nature à faire réfléchir sérieusement les Français. Ces enquêtes se firent surtout dans les pays où le gouvernement était responsable de l'Enseignement Technique. En France jusqu'alors, la responsabilité de l'Enseignement Technique revenait presque entière à l'initiative privée. L'initiative privée a du bon et le rôle qu'elle a joué dans la création des écoles en France est bien la preuve d'un esprit éclairé et philanthropique, mais elle n'a, ni le pouvoir, ni les moyens du gouvernement. Dans la plupart des rapports faits sur l'enseignement technique dans les pays étrangers, c'est l'Allemagne qui est l'objet de la plus grande admiration. A cette époque, comme aujourd'hui, « le succès de

(1) LEFÉBURE, p. 86.

l'industrie allemande s'explique, d'abord, par le soin avec lequel est distribuée l'éducation technique » ¹.

Puisque la production d'un pays dépend de la dextérité et de l'habileté de ses ouvriers, et que le gouvernement allemand avait bien instruit les siens, il n'était pas étonnant que les résultats industriels et commerciaux fussent plus satisfaisants en Allemagne qu'en France. Il y avait une grande différence dans les importations et les exportations des deux pays, mais la plus sensible était dans l'industrie chimique et physique. La table suivante nous en donne une idée : ².

Années	Importations		Exportations	
	Françaises (en millions)	Allemandes	Françaises (en millions)	Allemandes
1890	4.437	5.182	3.753	4.158
1895	3.720	5.151	3.374	4.147
1900	4.698	7.657	4.109	5.764
1905	4.779	8.804	4.867	7.078
1910	7.173	11.033	6.233	9.231
1911	8.065	11.787	6.077	10.005

En 1910, les importations de produits chimiques ont atteint :

marks 304.401.000

et les exportations marks en Allemagne. 596.855.000

La même année, en France, elles se sont élevées respectivement à :

francs 164.757.000

et à, francs seulement 132.548.000

(1) René PINON, L'Europe Contemporaine, p. 140. Paris, 1938, Librairie des Facultés.

(2) P. ASTIER, L'Enseignement Technique et l'Education Générale, p. 11, Paris, 1913, 36 p.

Ces comparaisons étaient probantes. Il fallait que la France s'inspirât des organisations étrangères. Un projet parlementaire déjà ancien rassemblait toutes ces idées qui étaient dans l'air. C'était le projet de loi Dubief-Astier.

M. Dubief, Ministre du Commerce, et M. Astier, député, eurent l'idée des enquêtes à l'étranger dès 1901.

M. Cohendy, professeur à la Faculté de Droit de Lyon, Président du conseil de l'Ecole Lamartinière (Ecole Technique de Garçons) fut entre 1901 et 1905 chargé par le Ministère du Commerce d'enquêter sur l'enseignement technique dans les pays suivants : Angleterre, Etats-Unis, Allemagne, Belgique.

A son retour il rédigea, au nom de la commission du conseil supérieur de l'enseignement technique, « l'étude de l'apprentissage », d'où est sorti le projet de loi Dubief-Astier, déposé sur le bureau de la Chambre, le 13 juillet 1905.

Le projet fut rapporté en 1906. Renvoyé à la Commission du Travail. Rapporté de nouveau en 1913, à la Chambre, après avoir subi des modifications de détail, dans le sens d'une plus grande simplification : on réduisait le nombre des articles. Il fut encore renvoyé à la Commission. Rapporté définitivement et objet d'un débat au Sénat en 1916. Ce projet comme le montre son histoire parlementaire a rencontré des résistances tenaces.

MM. Dubief et Astier s'y étaient attendu et avaient soigneusement écrit un avant-propos pour préparer leurs collègues et le public et répondre aux objections prévues.

Dans cet avant-propos, ils insistaient sur les points suivants :

1. Le manque d'ouvriers « qualifiés » faisait, de l'avis général, le plus grand tort à l'industrie française.

2. Dans ceux des pays étrangers où l'industrie était le plus florissante, il existait un enseignement technique spécialement organisé par l'Etat, destiné à la préparation professionnelle de la classe ouvrière.

3. En France, l'enseignement technique, pratiquement, n'existe pas. L'initiative privée a fait quelque chose. Mais il est temps, devant les besoins nouveaux de l'industrie que l'Etat se substitue aux particuliers de la tâche de veiller à l'éducation professionnelle des enfants d'ouvriers. Le commerce et l'industrie sont les principales sources de la richesse du pays. Une initiative qui tend à satisfaire leurs besoins, et, directement, à favoriser leur développement, doit être considérée comme relevant de l'Etat. La création d'un enseignement technique destiné à la classe ouvrière revient à l'Etat en sa qualité de mandataire de la nation.

MM. Dubief et Astier proposaient que l'Etat payât la moitié des frais provoqués par la réforme. Il gagnerait ainsi le droit de faire prévaloir l'intérêt général sur l'intérêt particulier, souvent envisagé de manière trop étroite, à la fois, par les patrons et, par les ouvriers.

Enfin les auteurs du projet insistaient sur le fait que la réforme impliquerait pour la classe ouvrière

la promotion à un standard humain supérieur, ce qui était grandement souhaitable.

Malgré tout, les Chambres et le public accueillirent d'une manière peu favorable ce vaste projet. Grâce à la ténacité de ses auteurs, grâce aussi, à la secousse apportée par la guerre, qui fit toucher du doigt à l'opinion publique, les déficiences de l'organisation industrielle française, il parvint à s'imposer, et devait devenir la charte fondamentale de l'enseignement technique en France.

Pendant ces seize années qui furent une période de transition et d'organisation pour l'Enseignement technique en France, plusieurs propositions de loi furent présentées aux Chambres. L'énumération de ces projets illustrera bien, nous semble-t-il, la confusion des idées et les hésitations, d'où la notion d'un enseignement technique, en général, avait tant de peine à sortir.

*
**

Les Propositions et Projets de Loi sur l'Enseignement Technique, proposés entre 1900 et 1916.

La première proposition de loi fut celle de MM. Michel et Mascuraud en 1904. Henri Michel était député des Bouches-du-Rhône, et MM. Mascuraud était sénateur. Leur « *proposition de loi relative à l'apprentissage* » était, plus ou moins, une révision de la loi d'apprentissage de 1851, et ne s'occupait que de l'ap-

prentissage. La proposition comprenait 26 articles et soutenait les quatre points suivants :

« 1. Liberté de faire des apprentis, mais si le patron *veut en faire, nécessité d'un contrat écrit.*

2. Surveillance de l'apprentissage, qui pourrait être confiée à des inspecteurs locaux.

3. Examen théorique et pratique à l'expiration du contrat.

4. Limitation possible du nombre des apprentis en cas d'abus du chef d'établissement.

Pénalités diverses pour assurer cette réglementation » ¹.

La proposition représentait un progrès sur la loi de 1851. Toutefois elle n'envisageait aucun changement de méthode. On avait toujours formé des apprentis à l'atelier. Qu'on continue, ou bien, qu'on recommence, si l'on a cessé ! La proposition n'effleurait pas la question de la création d'un enseignement technique en général, et négligeait même cet embryon d'enseignement technique qu'auraient pu constituer des cours de perfectionnement.

« Les honorables sénateurs estiment que la réforme pourrait être réalisée par une simple surveillance du travail à l'atelier, sans qu'il soit besoin d'instituer des cours de perfectionnement.

Les sénateurs repoussaient, en outre, le principe de l'obligation, et insistaient sur l'idée qu'il faut laisser

(1) Chambre. Dixième Législation. N° 2435. 1912, p. 67.

aux chefs d'entreprises la liberté complète d'avoir à leur gré des apprentis » ¹.

Le deuxième projet présenté fut celui de MM. Dubief et Astier. Le premier était Ministre du Commerce; le second député. Ce projet, rapporté en 1906, contrairement au premier, proposait une organisation générale de l'enseignement technique, mais ne touchait pas à l'apprentissage. Une réforme dans l'enseignement technique pouvait remédier en grande partie aux défauts de l'apprentissage, donc, il n'était pas nécessaire de trouver, pour l'apprentissage, une solution particulière. D'ailleurs, le projet était assez souple pour embrasser plus tard des lois sur l'apprentissage si on le jugeait nécessaire.

Le projet comprenait cinq titres de 69 articles, et il se divisait ainsi :

Titre premier. — Dispositions générales, Art. 1-6.

Titre II. — Autorités proposées à l'enseignement technique.

Chap. I. — Conseil Supérieur, Art. 7-8.

Chap. II. — Inspection, Art. 9.

Chap. III. — Comité départemental, Art. 10-15.

Titre III. — Ecoles Publiques, Art. 16-17.

Chap. I. — Création, Art. 18-22.

Chap. I. — Administration, Art. 23-25.

Chap. III. — Personnel, Art. 26-34.

Chap. IV. — Enseignement, Art. 35-38.

(1) Chambre, Dixième Législation. N° 2435. 1912, p. 67. (Dans la réorganisation de l'apprentissage, le rôle de l'Etat se réduit à l'exercice d'un contrôle assez lointain.)

Titre IV. — Ecoles Privées, Art. 39-50.

Titre V. — Cours Professionnels, Art. 50-69.

Ce projet constituait une organisation d'ensemble de l'enseignement technique en France. Il ne formulait pas le code de l'enseignement technique. MM. Dubief et Astier prévoyant que l'enseignement technique était appelé à se développer, et à grandir selon les besoins, se contentaient d'offrir une loi de base, un cadre très souple, dans lequel, toutes les modifications ultérieures suggérées par l'expérience pourraient aisément trouver place.

C'est pourquoi le projet de loi se contente d'énoncer les principes généraux de la législation de l'enseignement technique, laissant au pouvoir exécutif le soin de régler les applications, au mieux des besoins, si variables, selon les époques ou les régions.

Le projet, comme il a été précédemment indiqué, a été présenté plusieurs fois entre 1906 et 1919, chaque fois avec des modifications. En 1916 il a été voté par le Sénat. La Chambre néanmoins ne vota la loi Astier qu'en 1919. La loi Astier n'a conservé que 52 des 69 articles primitifs, mais la plupart des articles, qui furent alors coupés, font partie des lois votées ultérieurement.

La troisième proposition de loi pour la réforme de l'enseignement technique était intitulée *l'Organisation de l'apprentissage par les cours de perfectionnement*. M. Dron, vice-président de la Chambre des Députés la proposa, le 24 juin 1919.

La proposition rendait les cours de perfectionne-

ment obligatoires dans les communes d'au moins 10.000 habitants, et, imposait trois obligations aux chefs d'établissements :

1. Ils ne peuvent employer que les jeunes gens qui suivent régulièrement des cours professionnels ou des cours agréés par le comité local d'apprentissage.

2. Ils doivent laisser à cette catégorie de leur personnel le temps libre nécessaire pour suivre ces cours lorsqu'ils ont lieu dans la journée.

3. Ils sont tenus de déclarer à la Mairie les noms et adresses des jeunes gens et des jeunes filles de moins de 18 ans qu'ils emploient soit, comme petits ouvriers, employés. Cette dernière obligation est inspirée par la législation allemande.

En ce qui concerne la réglementation de l'apprentissage, il est dit dans la proposition : « Même sans qu'il existe un contrat écrit ou verbal, suivant le vœu de la loi du 22 février 1851, et uniquement en raison des stipulations de la présente loi sur la fréquentation obligatoire des cours professionnels, le patron doit tout le temps que dure l'apprentissage occuper normalement l'adolescent qui suit les cours professionnels » ¹.

La proposition Dron apparaît comme intermédiaire entre les deux précédentes, quant à l'idée de l'utilisation d'un enseignement, donné hors de l'atelier pour la formation professionnelle d'un futur ouvrier.

Elle est intéressante d'un autre point de vue.

(1) Emile LÉVY, la Crise de l'Apprentissage, p. 10; Marseille, 1914, 88 pages.

La question budgétaire est, ici posée pour la première fois¹ : « d'après ce principe que l'organisation devra être confiée aux Chambres de Commerce comme mandataire des industriels, et que ces derniers seront les premiers à en retirer le bénéfice, estime qu'ils doivent aussi en assumer la plus forte charge. C'est dans cet ordre d'idée qu'il propose de faire supporter les frais de budget :

1/4 par la commune,

1/4 par l'Etat,

1/2 par les chefs d'entreprises »².

Les enquêtes faites dans les autres pays montraient que la division était plutôt :

1/4 par la commune,

1/2 par l'Etat,

1/4 par les chefs d'entreprise.

1/4 par les chefs d'entreprise.

Il semble en effet plus naturel de faire supporter la moitié des frais par le gouvernement, mandataire de l'intérêt général. Toutefois il faudra du temps pour qu'un accord s'établisse sur ce point.

Le 5 décembre 1910, l'ancien Ministre de l'Agriculture, M. Fernand David déposa sa proposition de loi pour l'amélioration de l'enseignement agricole et ménager. Il proposait de consacrer 10 des 30 heures d'enseignement hebdomadaire à l'enseignement agricole et ménager. Ceci s'appliquait aux établissements d'en-

(1) Elle ne l'avait pas été dans la loi ASTIER (bien que signalée dans l'avant-propos).

(2) RIBES-CHRISTOFLE. Etude sur l'enseignement technique en France et à l'étranger, Paris, 1910, 289 pages.

seignement qui continuaient l'instruction des écoles primaires et serait pour les enfants qui avaient plus de 13 ans. (Ecoles primaires supérieures et écoles pratiques proprement dites) ¹.

« L'idée paraît ingénieuse et M. Fernand David, qui a présidé aux destinées de l'agriculture nationale, a toute qualité pour en proposer la réalisation au Parlement. Il rendait à coup sûr un grand service à son pays, en contribuant par là à faire aimer la terre et à enrayer l'immigration des campagnes vers les villes » ².

Cette proposition est intéressante, parce qu'elle touche au problème de la réorganisation de l'agriculture, sujet qui fut effleuré souvent, quoique accessoirement, à propos de la création d'un enseignement technique en général.

En 1911, la proposition de M. Jules Siegfried veut établir dans toutes les villes de 20.000 habitants au moins, des écoles techniques, et, dans les villes d'au moins 10.000 habitants des cours professionnels correspondant aux ateliers.

Le projet ressemblait beaucoup aux projets déjà présentés relatifs aux cours professionnels. Les communes et les Chambres de Commerce s'en occuperaient, et la fréquentation serait obligatoire. Les idées ne sont pas très nettes. On ne comprend pas bien l'organisation de son système. On peut dire cependant

(1) L'enseignement ménager est donné actuellement dans toutes les écoles techniques de jeunes filles.

(2) Proposition de loi. Sénat. N° 47. 1913. In 4°. P. ASTIER.

que cette proposition marque encore un progrès de l'idée de l'école.

Il y a en outre, entre 1912 et la grande guerre, un assez grand nombre de projets dûs à l'initiative privée ou parlementaire. Nous en citerons seulement quelques-uns, car, s'ils montrent que la question occupait toujours l'opinion publique, ils n'apportent pour la plupart aucune idée nouvelle.

Un projet d'initiative privée dû à M. Villemin, Président de la Fédération Nationale du Bâtiment et des travaux publics organisait seulement l'apprentissage, et le divisait en trois degrés :

1. Le pré-apprentissage, de 10 à 14 ans, enseignement et formation que les élèves recevraient dans les écoles primaires ou les écoles spéciales.
2. L'apprentissage ou le travail à l'atelier, dans le chantier ou les écoles spéciales entre 14 et 16 ans.
3. L'instruction professionnelle qui serait soit secondaire, soit supérieure.

Les deux premiers degrés d'enseignement seraient toujours obligatoires. L'inaptitude physique faisait la seule exception.

Le Comité Départemental du Nord en 1913 ne voyait pas de meilleure solution que l'apprentissage. Leur projet, le *Projet de Contrat d'apprentissage*, soumettait les conclusions suivantes :

- « 1. Que l'apprentissage doit se faire à l'atelier pour la masse des travailleurs.
2. Que cet apprentissage à l'atelier doit être complété et éclairé par l'institution de cours.

3. Que pour certaines professions, l'apprentissage peut et doit se faire à l'école.

D'autre part :

4. Qu'il y a lieu d'obliger les patrons d'avoir un nombre d'apprentis proportionnel au nombre des ouvriers ou employés occupés dans leurs atelier, usines, comptoirs ou bureaux.

5. Que pour chaque profession, la proportion des apprentis sera fixée après consultation des associations ouvrières et patronales.

6. Qu'une caisse départementale d'apprentissage sera créée et alimentée au moyen de taxes payées par les patrons n'employant pas le nombre réglementaire.

Le contrat d'apprentissage contenait :

L'engagement des parties.

L'engagement des patrons.

L'engagement des parents.

La durée.

La période d'essai.

Motifs de rupture.

Motifs de renvoi.

Salaires.

Encouragement offert à l'apprenti.

Indemnité due par le patron.

Grève ou suspension de travail par force majeure.

Cours professionnels.

Le Certificat de Fin d'Apprentissage donnait :

Le but de l'examen.

L'organisation de l'examen.

L'admission à l'examen.

La commission d'examen.

Les sanctions de l'examen.

Les observations.

Le projet (1913) de M. Verlot député, supprimait tous les titres du projet Dubief-Astier, sauf le dernier, qu'il utiliserait avec certaines parties des projets Dron et Michel-Mascuraud et la loi d'apprentissage de 1851. « La base fondamentale du projet est la *pratique* à l'atelier patronal. C'est le principe sur lequel tout le système repose. Pour lui c'est « Pas d'école. La « pratique » seulement »¹. Le projet de M. Bourrey instituait l'enseignement technique dans :

1. Les écoles pratiques.
2. Les écoles de métiers.
3. Les cours professionnels.

On trouve aussi dans les rapports de la Chambre et les autres rapports sur l'enseignement technique, des mentions de projets de M. Steeg, Ministre de l'Instruction Publique, celui de M. Pams, Ministre de l'Agriculture et celui de M. Poincaré.

Aucun des projets et propositions ne fut adopté sur première présentation. La réforme dont on parlait depuis 1900 ne s'est produite qu'en 1919. Cependant les projets et propositions de loi n'ont pas été sans effet.

Ils ont eu un rôle de propagande très effectif et ont sans doute ouvert la voie aux circulaires, décrets et

(1) G. BOURREY. Le Problème de l'apprentissage et l'enseignement technique, p. 145. Paris, 1913. 163 p.

arrêtés les plus importants passés entre les années 1900 et 1919.

Si on compare, par exemple, deux de ces projets ayant eu en vue explicitement et uniquement la réorganisation de l'apprentissage, le projet Michel-Mascu-
raud de 1904 et le projet du Comité Départemental du Nord de 1913, on mesure aisément le chemin parcouru en faveur de l'idée qu'une technique c'est « une pratique » et qu'une « pratique manuelle » peut être apprise, avec avantage, dans une école. Le projet du comité départemental est intéressant aussi à un autre point de vue : Il implique (paragraphe 5, p. 38) l'idée d'une collaboration ouvrière. Cette idée qui apparaît alors pour la première fois, n'a pas encore reçu même un commencement d'application.

*
**

La Législation pendant les années 1900-1916.

Pour compléter l'historique des écoles techniques pendant les seize premières années du XX^e siècle, il importe de parler un peu des changements qui se sont produits dans la législation de l'enseignement technique. Il va sans dire que la législation n'a pas été suspendue pendant cette période où l'on cherchait une loi pour l'organisation de l'enseignement technique. Les écoles techniques étaient encore dans la période la plus élémentaire d'organisation et de développement.

La législation en 1900 contenait, à peu près, le genre suivant d'arrêtés ou de décrets :

— fixant la circonscription des écoles d'Arts et de Métiers.

— fixant les coefficients des épreuves du concours pour le certificat d'aptitude au professorat commercial.

— fixant les centres des examens oraux pour l'admission aux Ecoles d'Arts et Métiers.

— fixant les matières sur lesquelles porteront les épreuves du concours pour le certificat d'aptitude au professorat commercial en 1900.

— fixant la date du concours pour l'obtention des bourses commerciales de séjour à l'étranger, ainsi que le nombre des bourses mises au concours.

Pour les années suivantes, il suffit de prendre des exemples, ici et là, pour montrer qu'on s'occupait un peu de tout sans s'occuper davantage de l'organisation générale.

(Les Arrêtés et Décrets ont été pris dans les Bulletins de l'Enseignement Technique des années indiquées. Edités à Paris, Vuibert et Nony).

1901 — Création de 4 Ecoles pratiques.

Organisation du Conseil de Perfectionnement.

Organisation du Conseil Supérieur.

Organisation et fixation du personnel des écoles professionnelles.

1902 — Création de 7 écoles pratiques.

Création d'une section préparatoire.

- 1903 — Régulant l'organisation et le fonctionnement des écoles nationales professionnelles transférées du Ministère de l'Instruction Publique à celui du Commerce.
- 1904 — Accordant des bourses de séjour à l'étranger.
- 1905 — Création d'une école mixte industrielle et agricole.
- 1907 — Attribution des bureaux de l'Administration Centrale.
- 1908 — Organisation du Service de l'Inspection.
- 1909 — Créant un cours de composition typographique à l'Ecole Estienne.
Relatif à la limite d'âge des candidats aux écoles nationales d'arts et métiers.
- 1913 — Relatif au prix de pension dans les écoles nationales professionnelles.
- 1912 — Répartissant les services de l'Administration Centrale.

Un nombre assez considérable d'écoles pratiques fut créé pendant cette époque. Les dépenses pour équiper de telles écoles étaient, et sont aujourd'hui, énormes. Pendant la guerre on a dû fermer provisoirement la plupart de ces écoles au lieu d'en créer de nouvelles. Outre la création d'écoles et de règlements généraux, quelques lois importantes, qui ont été votées ou complétées, doivent être mentionnées ici.

Les Ecoles Nationales Professionnelles, bien qu'il en existât quelques-unes, ne possédaient presque pas

de législation. Un décret comprenant cinq titres organisa ces écoles en 1903 :

TITRE PREMIER. — *Dispositions générales.*

Article premier : les écoles professionnelles forment pour les diverses industries et plus spécialement pour les industries de la construction mécanique.

Elles préparent également au concours d'admission dans les écoles techniques du même degré.

TITRE II. — *De l'enseignement.*

TITRES III ET IV. — *De l'administration et du personnel des Ecoles.*

TITRE V. — *Le conseil des professeurs.*

La loi organique des écoles pratiques, après les modifications, consistait en 7 chapitres :

Chapitre Premier. — Création d'écoles (art. 1-3).

Article Premier. — Les écoles pratiques ou d'industrie peuvent être fondées soit par un département ou une commune, soit par plusieurs départements ou plusieurs communes.

Chapitre II. — Personnel (art. 4-13).

Chapitre III. — Classement. Traitements. Discipline (art. 14-20).

Chapitre IV. — Répartitions des dépenses. Subventions (art. 21-22).

Chapitre V. — Enseignement. Bourses (art. 23-29).

Chapitre VI. — Surveillance et inspection (art. 23-29).

Chapitre VII. — Dispositions transitoires (art. 30-33) ¹.

Le dernier chapitre est le seul chapitre de la loi du 19 juillet 1889 qui reste sans modification.

Les Ecoles Nationales d'Arts et Métiers n'avaient pas de règlements organiques. Le décret suivant les formula en 1909.

TITRE PREMIER. — *Dispositions Générales.*

TITRE II. — *Modes et conditions d'admission des élèves.*

TITRE III. — *De l'enseignement dans les écoles Nationales d'Arts et Métiers.*

TITRE IV. — *Du personnel des écoles, conditions et mode de recrutement, nomination.*

TITRE V. — *Des conseils des Ecoles Nationales d'arts et métiers. Régime disciplinaire des élèves. Inspection.*

TITRE VI. — *Dispositions diverses.*

Finalement deux décrets établissant les Comités départementaux et cantonaux et un Certificat de Capacité Professionnelle furent votés le 4 Octobre 1911 :

Décret du 24 octobre 1911 instituant dans chaque département et dans chaque canton un comité de l'enseignement technique.

(1) Décret sur les Ecoles Pratiques du Commerce ou de l'Industrie (Ext. du Bulletin de l'Enseignement Technique, p. 15) Vuibert et Nony, Paris. 1908.

Article Premier.

Il est institué dans chaque département un comité départemental, et dans chaque canton un comité cantonal de l'enseignement technique.

Article II.

Le comité départemental est composé des membres de droit, des membres élus et des membres nommés par le Préfet.

Article III.

Le comité cantonal est présidé par :

Un inspecteur de l'enseignement technique, ou, à son défaut, par une personne que le Préfet désigne en raison de sa compétence.

Le Certificat de Capacité Professionnelle.

Article Premier

Il est institué un certificat de capacité professionnelle; ce certificat est délivré aux jeunes gens et jeunes filles de moins de dix-huit ans qui justifient de trois années de pratique dans le commerce ou l'industrie, et qui ont satisfait à un examen dont les conditions sont indiquées ci-après.

Article II.

L'examen comporte des épreuves théoriques et pratiques, dont le programme est déterminé par un arrêté du Ministre du Commerce et de l'Industrie, après avis du Comité départemental de l'enseignement technique.

On pourrait donc dire que les seize premières années du XX^e siècle furent pour l'enseignement technique destiné à la classe ouvrière, une période d'expérimentation. On peut même presque dire que le public et les Chambres employèrent ces seize années à se familiariser avec le sens des mots : technique, professionnel, pratique.

Le terme « technique » fut disjoint de l'idée d'une haute culture scientifique. La « technique » devint bonnement une « pratique ».

La « pratique d'une profession manuelle » cessa d'être considérée uniquement comme une routine. On prétendit que la préparation au métier, comportait, à l'école, un assouplissement général préalable et parallèle du corps et de l'esprit. Mais l'école ne devrait pas se contenter de recueillir les « procédés coutumiers » de l'atelier. Elle devrait aussi les critiquer, les contrôler, les refondre, jusqu'à reconstruire méthodiquement et enseigner aux enfants, pour chaque métier, une « technique ». Le terme, plus savant, deviendrait alors le signe d'un niveau professionnel plus élevé.

L'école devrait encore établir les « techniques » des métiers nouveaux, de ceux que créaient les développements de l'industrie ou le progrès de la Science. Elle pourrait, enfin, orienter chaque enfant vers un métier, d'une part d'après ses capacités, d'autre part d'après les besoins du commerce et de l'industrie.

Elle devait en somme, au grand avantage de l'in-

térêt général, servir de pont entre la masse des enfants d'ouvriers et les possibilités d'embauche des patrons. Nous verrons, que pour ce dernier point surtout, beaucoup reste à faire encore, actuellement.

En attendant, nous allons consacrer un chapitre spécial à la loi Astier, charte fondamentale de l'enseignement technique et cadre de tous les progrès possibles.

DEUXIEME PARTIE

CHAPITRE III.

LA LOI ASTIER

La première délibération sur la proposition de loi, organisant l'enseignement technique en France, présentée par M. Astier a eu lieu le 26 juin 1916 au Sénat après le décret suivant du Président de la République :

« Art. 1^{er}. — M. Tenot, directeur de l'enseignement technique est désigné, en qualité de commissaire du gouvernement, pour assister le ministre du commerce et de l'industrie.

Art. 2. — Le ministre du commerce et de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret » ¹.

M. Astier, rapporteur, demanda au Sénat de bien vouloir déclarer l'urgence. On se trouvait devant une situation qui existait depuis longtemps et qui avait été aggravée par la guerre. L'idée de cette proposition

(1) Débats Parlementaires. Sénat. Séance du 26 juin 1916, p. 595.

date de 1901, lorsque le conseil supérieur du travail manifesta de l'intérêt pour le problème de l'enseignement technique. Le conseil supérieur fut frappé de l'intérêt que présentait l'avant-projet Dubief-Astier. Ce projet fut déposé sur le bureau de la Chambre, et renvoyé à la commission du travail du Sénat où il fut modifié et amendé. Les enquêtes qui ont précédé les modifications faites à la proposition durèrent quatre ans, et ont été faites par des personnes compétentes. Des organismes tels que la Chambre de Commerce, des syndicats patronaux et ouvriers et des sociétés professionnelles se sont occupés des enquêtes. Les auteurs du projet ont enfin pris en considération les autres projets et propositions présentés dans l'intervalle.

L'ordre du jour suivant a été voté le 21 janvier 1912 par le Sénat : « Le Sénat, confiant dans le gouvernement, prenant acte de ses déclarations, compte sur lui pour hâter, devant le Parlement, la discussion du projet de loi sur l'enseignement technique industriel et commercial et, en attendant le vote de ce projet, l'invite à favoriser de plus en plus le développement de l'enseignement technique et de ses œuvres d'apprentissage en multipliant les écoles et les cours professionnels placés sous la direction de la Chambre de Commerce et, en encourageant les initiatives privées » ¹.

La Chambre des Députés, le 27 février 1913, avait adopté aussi un ordre du jour favorable : « La

(1) Débats Parlementaires. Sénat. Séance du 26 juin 1916, p. 600

Chambre, résolue à mettre un terme à la crise de l'apprentissage, décide d'inscrire à son ordre du jour, avant la fin de la session ordinaire, la discussion du rapport de la commission du commerce et de l'industrie sur l'apprentissage et l'enseignement professionnel, passe à l'ordre du jour » ¹.

La proposition resta sur le bureau de la Chambre pendant six mois. Puis M. Thomson, alors ministre du Commerce, demanda qu'on remît la discussion à plus tard pour permettre qu'on fît encore quelques modifications au projet. Enfin, entre 1913 et 1916, le ministre du commerce, le directeur de l'enseignement technique et la commission du Sénat terminèrent la mise au point de la proposition. Depuis rien n'a changé.

Les quatre premiers titres de la proposition ne sont que l'organisation et la codification des lois existantes. Le cinquième titre, qui est la partie neuve de la loi, donne une solution au problème de l'apprentissage par la création des cours professionnels. Ces cours seront organisés par une commission ainsi composée :

Le maire,

l'inspecteur départemental de l'enseignement technique,

des délégués désignés par le Conseil Municipal,

des délégués désignés par la Chambre de Commerce et choisis parmi des industriels et des commerçants,

(1) Débats Parlementaires. Sénat, 26 juin 1916, p. 600.

des délégués élus suivant le mode électoral adopté pour les élections aux conseils des prudhommes, d'une part, par les ouvriers et employés d'usines ou d'atelier choisis parmi eux, d'autre part, par les employés de commerce et choisis par eux,

de l'inspecteur ou l'inspectrice du travail,

d'un membre de l'enseignement primaire public désigné par le préfet, sur la proposition de l'Inspecteur d'Académie,

Le Comité Départemental après avoir étudié la question, décidera de la création des cours et sa décision sera soumise au ministre du Commerce qui statuera en dernier ressort.

Une fois qu'ils auront été créés, la commission sera formée et les cours organisés. Ils seront obligatoires pour les jeunes gens ou jeunes filles âgés de moins de 18 ans qui se trouveront employés dans le commerce ou l'industrie, sans prendre en considération si oui ou non ils ont un contrat d'apprentissage. Les apprentis ne sont pas obligés de suivre les cours gratuits subventionnés par l'Etat. Ils peuvent suivre des cours payants qui, selon cette loi, seront considérés comme l'équivalent de ceux de l'Etat. Les industriels et les commerçants peuvent eux-mêmes organiser des cours dans leurs établissements s'ils le veulent.

Les cours doivent avoir lieu autant que possible pendant le jour, l'étude faite après une journée de travail donnant peu de résultat. Donc ils auront lieu soit au début de la journée, soit à la fin, suivant la commodité. Tout le temps nécessaire sera pris sur

la journée de travail. Au bout de trois le certificat d'études professionnelles est accordé à ceux qui ont réussi aux examens, et le diplôme de fin d'études à ceux qui n'ont pas réussi.

Ainsi la proposition peut être votée d'urgence sans difficulté.

S'il y a eu un retard dans le vote de la proposition, ce retard est d'abord dû au fait que l'opinion publique était hostile ou indifférente à la question de l'enseignement technique. Ensuite au conflit entre le Ministre de l'Instruction Publique et le Ministre du Commerce qui se disputaient l'enseignement technique, mais cet antagonisme n'existe plus. Les Ministres se sont mis d'accord et accueilleront volontier toutes propositions tendant à l'amélioration de l'enseignement technique.

Enfin, un dernier obstacle se rencontrait dans le profit, que recueillaient les patrons, en employant des enfants, qu'ils payaient beaucoup moins cher que des ouvriers adultes. Par suite, les patrons étaient hostiles au vote de la loi. Mais les parents ne l'étaient pas moins : désireux de voir gagner l'enfant le plus tôt possible, ils le condamnaient à une vie sans avenir.

Le vote immédiat de la loi permettrait dès maintenant la préparation d'une renaissance économique qui est le meilleur espoir du pays. « Ce sera l'éternel honneur de la France d'avoir conservé en ces temps de tristesse toute son espérance, toute sa foi en son avenir, d'avoir fait sortir de la terre, comme

par miracle, des usines, des manufactures, d'avoir réparé en quelques mois les négligences passées » ¹. La France a joué assez longtemps le rôle de spectateur, admirant le travail des autres pays, aux dépens de son propre développement économique et de l'avenir de ses ouvriers.

L'Allemagne est venue établir sa fabrication de couleurs d'aniline chez nous, nous vendant ses produits sans nous vendre les formules. Dans l'industrie graphique et les travaux typographiques délicats, les ouvriers qualifiés viennent de l'Ecole professionnelle de Vienne. Dans la confection, il y a 80 % d'étrangers. (Voir également l'exemple de la Maison d'Editions que nous avons cité, dans un chapitre précédent). M. Soule, président du congrès mixte des industries du bâtiment nous dit : « Depuis toutes les lois sur le travail qui ont rendu le travail si difficile ², les armuriers ont pris le parti, à de très rares exception près, de ne plus faire d'apprentis pour avoir de la tranquillité. Lorsqu'ils ont besoin d'ouvriers, ils ont la ressource de s'adresser à la Belgique, où l'on forme de nombreux ouvriers armuriers » ³. D'une manière générale, il y a de nombreux exemples d'ouvriers étrangers employés dans les industries françaises.

M. Goya soutient que l'infériorité industrielle française est due à « notre mentalité. Par atavisme, par hérédité, nous n'avons jamais donné au travail

(1) Débats Parlementaires. Sénat. 26 juin 1916. p. 602.

(2) Les lois qui raccourcissaient la journée de travail.

(3) Débats parlementaires. Sénat, 30 juin 1916.

manuel la place qui lui est due. Nous l'avons considéré comme d'ordre inférieur. Le moindre bureaucrate, le plus petit employé se croit au-dessus de l'ouvrier, du contremaître d'usine ».

Il dit que l'administration française est compliquée et paperassière, qu'elle ferme la porte et les fenêtres à double verrou pour ne pas respirer l'air vivifiant du progrès. « Elle nous a mis à deux doigts de la défaite, au début de la guerre, par son impéritie opiniâtre, par son inertie »¹.

Nous ne pouvons plus nier que tout progrès de la civilisation soit lié à un progrès de la technique. Il faut donner à la technique une place dans notre enseignement.

Il faut songer à remplacer les ouvriers qualifiés qui tombent au front. Il faut songer aussi que les enfants d'ouvriers comme les autres enfants doivent avoir la possibilité d'une vie meilleure et plus intéressante. Ils ne doivent plus être considérés comme un élément de machinisme. Actuellement, le jeune ouvrier entrant à l'atelier est mis à l'exécution d'un élément de pièce qui ne ressemble à rien de connu, à laquelle il ne peut pas s'intéresser, et il demeure souvent toute sa vie à exécuter un seul geste, toujours le même, sans rien savoir de l'organisation d'ensemble de l'usine dont il est un des plus infimes rouages.

Il faut également songer que les enfants sortant de l'école primaire à 12 ou 13 ans, ne peuvent pas sou-

(1) Ibid.

vent trouver aussitôt du travail. Que deviendront-ils si on les laisse traîner dans les rues sans que personne s'occupe d'eux ?

L'idée de l'obligation n'est pas nouvelle. L'article 10 de la loi de 1851, qui ne fut jamais appliqué, avait prescrit déjà l'obligation scolaire : « Si l'apprenti âgé de moins de 16 ans ne sait pas lire, écrire et compter, ou s'il n'a pas encore terminé sa première éducation religieuse, le maître est tenu de lui laisser prendre, sur la journée de travail, le temps et la liberté nécessaires pour son instruction. Néanmoins ce temps ne pourra pas excéder deux heures par jour » ¹.

La discipline et la bonne organisation sont nécessaires dans l'enseignement technique. L'enseignement technique allemand est peut-être la seule véritable supériorité germanique. Ce n'est pas l'éducation française en général qui est en faute, mais l'enseignement technique doit être généralisé et méthodiquement organisé. L'Autriche, la Hongrie, le Danemark, la Norvège et la plupart des cantons suisses ont adopté aussi l'enseignement technique avec des systèmes qui ressemblent à celui de l'Allemagne. On a critiqué les méthodes brutales de l'Allemagne pour favoriser l'enseignement technique, mais la France n'est pas obligée d'être brutale. Elle peut avoir une méthode personnelle et humaine.

Les cours de perfectionnement et les cours profes-

(1) Lois scolaires de la 3^e République, portant sur l'enseignement primaire obligatoire.

sionnels subventionnés par l'Etat n'ont pas eu le succès qu'ils auraient dû avoir. En Suisse, le nombre des élèves qui suivent des cours analogues, augmente beaucoup au cours de l'année. En France, au contraire le nombre des élèves diminue énormément à mesure que l'année s'avance. S'il existait, et, l'obligation, et, la sanction, la régularité de la présence au cours serait mieux assurée.

Aux Etats-Unis, en Belgique et en Angleterre, l'enseignement technique est libre et s'organise à son gré. La loi n'impose aucune condition ni aux apprentis, ni aux patrons, ni aux parents. L'enseignement technique dans ces pays a beaucoup de succès et l'on ne cesse de l'encourager et de faciliter son développement.

Le nombre de jeunes gens et de jeunes filles employés dans le commerce et l'industrie à cette heure est à peu près de 900.000. Environ 33.000 sont inscrits dans des écoles techniques de l'Etat, environ 5.000 dans les écoles techniques privées et environ 50.000, suivent sérieusement des cours professionnels. Un dixième seulement de la jeunesse reçoit l'enseignement bien organisé et général qui est nécessaire pour mettre la France sur le même niveau que ses concurrents.

Un sénateur seulement, M. **TOURON**, sénateur de l'Aisne, s'est opposé au vote de la loi. Lors de la première délibération, c'est lui qui prit le premier la parole. Il a maintenu une opposition résolue pendant tout le débat, mais ses arguments sont devenus toujours plus faibles. Il nie d'abord l'actualité du pro-

blème : « j'avoue que je ne puis parvenir à comprendre comment on peut nous demander la mise à l'ordre du jour et surtout de l'urgence sur des questions comme celle de l'enseignement technique obligatoire qui ont des rapports aussi lointains avec la guerre ». Il se répand ensuite en plaisanteries très spirituelles qui entraînent les bravos d'une partie de l'auditoire. M. Touron et les membres du gouvernement qui veulent remettre à plus tard le vote de la loi, sont bien représentatifs de l'opinion publique d'alors assez indifférente au problème.

M. Touron fait plaisamment observer que le Sénat lui-même ne semble pas se passionner pour le sujet s'il en juge d'après le nombre de sénateurs présents. Personne ne sait plus de quoi il s'agit dans cette proposition. Il s'est écoulé quinze ans depuis la date de sa première présentation !

Il dit aussi que son opposition porte sur l'urgence, mais nullement sur le fond de la question.

Changeant le plan de la discussion, il prétend que le problème est beaucoup trop vaste et complexe pour que la loi soit votée d'urgence. Il s'agit essentiellement de la réorganisation du travail et non pas seulement de la réorganisation de l'enseignement technique. A son avis, l'apprentissage ne ressortit nullement de l'enseignement technique, et la solution offerte par la proposition de loi — V^e titre — ne résoud nullement la question de l'apprentissage qui à ses yeux est la plus importante.

Enfin M. Touron se dit à peu près convaincu par les

arguments du Ministre du Commerce et des sénateurs qui défendent la loi, notamment MM. Astier et Goya, il déclare qu'avec une deuxième délibération, on aurait le temps de mieux examiner et de faire des changements qu'il juge indispensables. La loi ne se tient pas telle qu'elle est. La Chambre la renverra à une commission et on perdra du temps. Il finit, cependant, par abandonner sa position.

Les quatre premiers titres sont adoptés immédiatement, mais à la suggestion de M. Astier, le vote du cinquième titre est remis à une deuxième délibération, pour permettre aux opposants d'examiner plus longuement cette partie de la loi, la seule qui présente une innovation.

Le cinquième titre fut adopté le 30 juin 1916 sans opposition.

Les deux commissions à qui la loi avait été renvoyée pour examen avaient, en effet, conclu à la nécessité d'une telle loi. Le 4 juillet 1919, la proposition fut votée sans débat, à la Chambre.

La loi Astier a été très utile. D'abord elle donnait à l'enseignement technique une loi de base; ensuite, elle rassemblait les institutions techniques qui existaient et les classait, laissant le champ libre pour le développement; puis elle organisait l'administration centrale, les comités spéciaux et l'inspection; elle donnait à l'apprentissage la solution jugée la meilleure par l'organisation des cours professionnels, finalement elle réglementait la création et les conditions générales des écoles techniques privées.

Les pages suivantes sont une esquisse du *Code de l'Enseignement Technique*, livre très utile pour tous ceux qui s'intéressent à notre sujet. « Son but est d'apporter au personnel des écoles, aux familles qui cherchent une voie pour leurs enfants, aux préfetures, aux municipalités, aux inspecteurs, aux membres des Comités, Conseils et Commissions, à toutes les personnalités qui s'intéressent à l'enseignement technique, les services qu'ils sont en droit d'en attendre »¹. L'esquisse que nous allons faire suit l'ordre des titres de la loi Astier. Enumérés sous les titres sont des lois, décrets ou arrêtés ultérieurs montrant comment chaque titre s'est développé. Dans quelques cas les lois sont antérieures à la loi Astier, mais ont subi des modifications après cette loi.

Il est à noter, que parmi les compléments ultérieurs, il y en a un, qui est de nature tout à fait nouvelle, et que la loi Astier n'avait pas prévu. Il s'agit de l'orientation professionnelle. Nous en parlons dans un chapitre plus loin. Quelques-unes des autres dispositions nouvelles sont classées parmi les dispositions générales d'ordre nouveau, parce qu'elles peuvent s'appliquer à plus d'un titre de la loi².

(1) GAUCHER et MORTIER. Avant-propos du *Code de l'Enseignement Technique*. Vuibert et Nony, Paris, 1936.

(2) Nous reproduisons en annexe la loi Astier et les décrets et arrêtés ultérieurs qui la complètent (Voir la page suivante).

La Loi Astier
et
les Décrets et Arrêtés ultérieurs.

TITRE PREMIER (Loi Astier)

Dispositions Générales.

ARTICLE PREMIER. — L'enseignement technique industriel ou commercial a pour objet, sans préjudice d'un complément d'enseignement général, l'étude théorique et pratique des sciences et des arts ou métiers en vue de l'industrie ou du commerce.

TITRE II (Loi Astier)

Autorités proposées à l'Enseignement Technique.

Chapitre Premier. — Du Conseil Supérieur de l'Enseignement Technique (Compléments ultérieurs).

Décrets des 3 juillet 1930, 30 octobre 1930, 4 janvier 1931.

TITRE II. — *Autorités proposées à l'enseignement technique* (Loi Astier).

Chapitre Premier. — Du Conseil Supérieur de l'Enseignement Technique (Compléments ultérieurs).

Décrets des 3 juillet 1930, 30 octobre 1930, 4 janvier 1931, 8 décembre 1933, 10 février 1935 et 25 février, modifiant les décrets des 16 janvier 1925, 24 mars, 28 avril, 14 octobre, 14 novembre 1925, 29 mai 1926 et 8 octobre 1927.

TITRE PREMIER. — Dispositions générales.

TITRE II. — De l'Assemblée Générale.

1. Membres de droit.
2. Membres nommés par le Ministre de l'Éducation Nationale.

TITRE III. — De la Commission Permanente.

1. Membres de droit.
2. Membres nommés.
3. Membres élus.

Chapitre II. — De l'Inspection de l'Enseignement Technique (Loi Astier).

Extrait du décret du 17 février 1921 (Compléments ultérieurs).

ARTICLE PREMIER. — Constitution du Service de l'Inspection. Décret du 17 décembre 1933 fixant le rôle de recteur et de l'inspecteur d'Académie dans l'inspection.

Extrait des décrets des 22 janvier 1923, 4 octobre 1927 et 17 juillet 1928.

1. Spécifiant le nombre d'inspecteurs dans le cadre du Service d'Inspection.
2. Comité d'Inspection.
3. L'Inspection départementale et régionale de l'enseignement technique.
4. Rôle moral.
5. Rôle administratif.

Chapitre III. — Des Comités départementaux et cantonaux (Loi Astier).

Décret du 10 février 1921 (compléments ultérieurs),
modifié par les décrets des 17 mars, 29 juin 1928, 3 décembre 1928 et 24 octobre 1930 :

ARTICLE PREMIER. — Les comités départementaux sont composés de :

1. Membres de droit.
2. Membres élus.
3. Membres nommés par le préfet.

ARTICLE II. — Le Comité départemental de la Seine.

1. Membres de droit.
2. Membres élus, savoir.

ARTICLE III. — Les autres comités départementaux.

1. Membres de droit.
2. Membres élus.

ARTICLE IV-XI. — Dispositions générales.

TITRE III (Loi Astier). — Des Ecoles Publiques d'Enseignement Technique et des Ecoles de Métiers.

Chapitre Premier. — Création des Ecoles Publiques d'Enseignement Technique et des Ecoles de Métiers.

1. Décret du 12 juillet 1921. Ecoles Pratiques de Commerce et d'Industrie.

Chapitre Premier. — Création.

2. Décret du 21 juillet 1921. Ecole des Métiers.

Chapitre II. — Administration (Loi Astier). Compléments ultérieurs.

Décret du 8 août 1928, modifié.

1. Administration centrale. Répartition de la Direction Générale en cinq bureaux.
2. Ecoles pratiques de Commerce et d'Industrie.
Décret du 1^{er} octobre 1926.
Article 2. — Administration.
3. Ecoles Nationales professionnelles.

Titre III. — De l'Administration et du Personnel des Ecoles.

4. Ecoles Nationales d'Arts et Métiers. Personnel administratif.
5. Ecole Nationale Supérieure des arts et industries textiles de Roubaix.

Extrait du décret du 21 septembre 1936.

1. Administration et personnel.

Chapitre III. — Du Personnel (Loi Astier) compléments ultérieurs.

1. Ecoles Pratiques du Commerce et d'Industrie.
Décret du 1^{er} octobre 1926.
Chapitre II. — Personnel.
2. Ecoles de métiers.
Chapitre II. — Personnel.
3. Ecoles Professionnelles de Paris.
Personnel p. 75-121.

4. Ecoles Nationales Professionnelles.

Titre. — De l'Administration et du personnel des écoles.

5. Ecoles Nationales d'Arts et Métiers.

Titre IV. — Du personnel des écoles.

Conditions et mode de recrutement.

Nomination.

Chapitre IV. — De l'Enseignement (loi (Astier)
compléments ultérieurs.

Dispositions communes aux différentes écoles publiques d'enseignement technique.

1. L'aptitude physique.
2. Classement et reclassement.
3. Traitements.
4. Avancement.
5. Indemnités.
6. Notes signalétiques.
7. Déplacement.
8. Mutations.
9. Congés.
10. Distinctions honorifiques.
11. Détachement.
12. Participation du personnel au jury d'examen.
13. Heures supplémentaires.
14. Périodes militaires.
15. Stages industriels.
16. Archives des écoles.
17. Candidats à une direction.

18. Fonctions rétribuées.
19. Interdiction de faire du commerce.
20. Questions relatives à la vie des écoles.
21. Correspondance du personnel.
22. Leçons particulières.
23. Bibliothèques des écoles.
24. Hygiène et sécurité, accidents.
25. Education physique.
26. Prêts d'honneur.
27. Concession de logement.
28. Surveillance des récréations.
29. Indemnités de nourriture.
30. Dispenses de droit d'étude et d'examens.
31. Droits d'inscription pour l'admission dans les écoles.
32. Personnel de service.
33. Médecins.
34. Régime des assurances sociales.

Examens et concours.

1. Certificats.
2. Concours.

TITRE IV. — *Les Ecoles d'Enseignement Technique Privées* (loi Astier).

Sanctions.

Inspection des Ecoles Privées.

TITRE V. — *Des Cours Professionnels* (loi Astier).
Compléments ultérieurs.

1. Cours obligatoire.
2. La commission locale professionnelle.

3. Fonctionnement de la commission locale.
4. Ressources des cours professionnels obligatoires communaux.
5. Organisation des cours professionnels.
6. Sanctions des cours professionnels.
7. Rôle de la commission locale lorsque les cours professionnels fonctionnent.
8. Cours facultatifs.
9. La commission locale de la Ville de Paris.
10. Récompense du personnel enseignant.
11. Le brevet professionnel.

Taxe d'apprentissage.

— Extrait du Code général des impôts directs et taxes assimilées (Annexe au décret du 27 décembre 1934).

SECTION I. — Entreprises imposables et base de la taxe.

SECTION II. — Etablissement de la taxe.

SECTION III. — Exonérations totales ou partielles.

— Décret du 14 septembre 1935.

Chapitre I. — Des demandes d'exonération.

Chapitre II. — Examen des demandes d'exonération.

Chapitre III. — Dispositions diverses.

Chapitre IV. — Dispositions transitoires.

— Circulaire du 22 septembre 1935 à MM. les Préfets.

A) Cas d'entreprise nouvelle.

B) Cas d'entreprise en cours d'exploitation.

C) Cession d'entreprise.

Contrat d'apprentissage.

Chapitre Premier. — De la nature et de la forme du contrat.

Chapitre II. — Des conditions du contrat.

Chapitre III. — Des devoirs des maîtres et des apprentis.

Chapitre IV. — De la résolution du contrat.

Chapitre V. — De la compétence. Des pénalités.

Dispositions Générales d'ordre nouveau.

I. — Orientation professionnelle. — Décret du 26 septembre 1922 créant et organisation un Institut d'Orientation Professionnelle, un établissement supérieur libre, dont le but est l'étude de toutes questions relatives à l'orientation professionnelle.

— Arrêté du 10 février 1925 fixant la constitution de la Commission et le rôle de chaque section de la Commission.

II. — Formation des artisans ruraux.

— Décret du 25 décembre 1926.

1. Organisation et administration des artisans ruraux donné au Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux Arts.

2. Bourses d'apprentissage.

— Circulaire du 13 janvier 1928.

Attribution des bourses d'apprentissage, de boîtes d'outillage et de primes aux petits employeurs.

III. — Renseignements généraux sur l'institution des

stages commerciaux et industriels à l'étranger et aux colonies.

IV. — Règlement des Bourses de séjour à l'étranger.

V. — Experts-comptables et géomètres-experts.

1. Brevet d'expert-comptable reconnu par l'Etat.

2. Diplôme du Gouvernement de géomètre-expert.

VI. — Chambre des Métiers. — Loi du 26 juillet 1925, modifiée.

TITRE PREMIER. — Organisation des Chambres de métiers.

TITRE II. — Fonctionnement des Chambres de métiers.

TITRE III. — Attributions des Chambres de métiers.

TITRE IV. — Ressources budgétaires.

Règlement d'administration publique du 14 avril 1928 modifié par le décret du 17 avril 1936 pour l'application de la loi du 26 juillet 1925 sur les chambres des métiers.

Chapitre Premier. — Organisation des chambres de métiers.

Chapitre II. — Elections des membres des chambres de métiers.

Chapitre III. — Ressources budgétaires.

Chapitre IV. — Dissolution et suppression des chambres de métiers.

CHAPITRE IV.

PLAN DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

Dans la préface du *Code de l'Enseignement Technique* de 1926, M. Labbé, ancien directeur de l'Enseignement technique, nous donne le programme suivant qui, nous dit-il « s'est imposé au Sous-Secréariat de l'Enseignement Technique :

« *Notre programme*, voici comment nous nous efforçons de le réaliser. Pour assurer le recrutement de travailleurs, nous avons créé un *Service d'orientation professionnelle*. Nous voulons donner à l'enfant, dès l'école, le goût du métier, favoriser les vocations : nous voulons le guider à la sortie de l'école vers la profession qui correspond le mieux à ses aptitudes et où il rendra le plus de services.

Pour former les ouvriers qualifiés, nous avons d'abord encouragé l'apprentissage à l'atelier, en créant, au moins pour les métiers ruraux, des bourses spéciales; en cherchant à organiser la pratique du *contrat écrit d'apprentissage*, en multipliant les expositions, les sanctions de toute sorte.

Afin de rendre cet apprentissage rationnel, la loi Astier a créé des cours professionnels. Il serait su-

perflu d'en montrer l'utilité. J'ajouterai seulement que ces cours obligatoires, organisés pour les apprentis, pourraient et devraient être complétés par des *cours de perfectionnement facultatifs* destinés aux ouvriers déjà en possession de leur métier.

Mais pour certaines professions, l'apprentissage doit avoir lieu à l'école. C'est à ce but que répondent les *écoles de métiers*, par leur personnel, par leur matériel, et ils servent en outre d'appui aux cours professionnels. C'est pourquoi nous donnons tant d'importance à leur création.

A la formation des techniciens et des cadres répondent nos écoles nationales professionnelles, nos écoles supérieures de commerce, les cours professionnels, de degrés moyen et supérieur.

Je voudrais dire longuement comment est assurée la formation des *ingénieurs*. L'Ecole Centrale des Arts et Métiers, nos écoles d'arts et métiers, un grand nombre d'écoles privées comme l'Institut Industriel du Nord, l'*Ecole Centrale Lyonnaise*, certains cours de Facultés permettent peut-être de croire que ce problème est loin d'être négligé.

Mais ce n'est pas tout. Si ces établissements répondent avant tout à la culture technique générale des ingénieurs, il est bon de dire que la *culture spécialisée* a également été organisée, il est bon de rappeler les principaux instituts techniques pour lesquels actuellement il est fait un immense effort : les écoles supérieures d'électricité, l'Ecole de Fonderie, l'Ecole de Tannerie, l'Institut d'Optique, les Instituts Chimiques;

les Ecoles de menuiserie, de papeterie, de céramique, de photographie, l'institut textile de Tourcoing et d'autres qu'il est trop long d'énumérer.

Reste *l'enseignement ménager*. On n'en saurait exagérer l'importance sociale.

La condition de l'ouvrier dépend autant de sa vie au foyer que du sort qui lui est donné à l'usine. Le produit de son travail est mal utilisé par une ménagère mal habile; s'il ne trouve pas au foyer un peu de confort et de joie, tout ce qu'on aura fait pour lui restera vain. C'est pourquoi nous voulons organiser, développer l'éducation ménagère. Elle est, à nos yeux, un des éléments essentiels d'un enseignement technique rationnellement distribué.

Voilà notre programme, voilà notre plan d'action. Il me semble qu'il répond aux vrais besoins du pays et qu'il mérite la collaboration de tous.

Pour me résumer en deux mots :

A nos yeux, une organisation complète d'enseignement technique devrait donc comprendre :

1. Une série d'écoles de types variés : écoles de métiers à la base; écoles pratiques d'industrie et écoles nationales professionnelles à l'étage moyen, écoles d'arts et métiers, écoles d'ingénieurs de types divers, instituts spécialisés à l'étage supérieur.

2. Et, parallèlement, une hiérarchie de cours appropriés destinés à ceux que les nécessités de la vie retiennent tout le jour à l'atelier, cours leur permettant de compléter à loisir leur instruction générale en même temps que leurs connaissances techniques.

Les chapitres suivants nous montreront en quoi consiste chaque division de ce programme de l'enseignement technique d'aujourd'hui et comment elles fonctionnent. L'enseignement supérieur seulement sera omis. Les enquêtes pour ce chapitre ont été faites dans les différents bureaux de l'Administration Centrale, les Bureaux d'Orientation Professionnelle, dans les écoles mêmes et les cours professionnels.

TROISIEME PARTIE

CHAPITRE V.

L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE.

La loi Astier n'avait pas prévu dans son organisation de l'enseignement technique l'institution de l'orientation professionnelle. La loi, cependant, très élastique, laissait une place à toutes les améliorations que pourrait suggérer l'expérience, et, en 1922, l'Etat ajouta l'orientation professionnelle à l'enseignement technique.

Elle fut décrite ainsi : « L'Orientation Professionnelle est l'ensemble des opérations incombant au Sous-Secrétariat d'Etat de l'Enseignement Technique qui précèdent le placement des jeunes gens et des jeunes filles dans l'industrie et qui ont pour but de révéler leurs aptitudes physiques, morales et intellectuelles » ¹.

L'orientation professionnelle existait déjà. Elle faisait partie de la plupart des bureaux de placement. L'Etat ne faisait donc, par voie de subventions, que

(1) GAUCHER et MORTIER, p. 40.

d'imposer une administration et son inspection. Les deux conditions qu'il imposait sont les suivantes :

« 1° D'être administrés par une commission où serait obligatoirement représentée la Commission permanente du Comité départemental de l'enseignement technique ou de la commission locale professionnelle.

2° De soumettre au Sous-Secrétariat d'Etat de l'Enseignement technique et lui fournir les documents et renseignements de même ordre que ceux qui seront exigés d'autres institutions s'occupant d'orientation professionnelle » ¹.

Ces bureaux d'orientation professionnelle sont assez différents les uns des autres, parce qu'ils s'occupent de différentes catégories de placement. Les uns, sont surtout pour les enfants qui désirent entrer dans l'industrie, ou le commerce, et qui veulent entrer dans les écoles techniques immédiatement après leurs études primaires; les autres, sont pour les élèves ou étudiants plus âgés qui poursuivront des carrières intellectuelles ou scientifiques. Ce sont les premiers que nous verrons dans les paragraphes suivants.

On trouve d'abord dans presque tous les arrondissements de Paris un bureau d'Orientation Professionnelle installé à la Mairie. Les arrondissements les plus riches ont les meilleurs bureaux d'orientation professionnelle, puisque les bureaux dépendent en grande partie des cotisations des industriels de l'ar-

(1) Ibid.

rondissement. Ces industriels constituent le Comité de Patronage des bureaux. Ces bureaux ne sont pas des organismes de la mairie. Ils sont indépendants. Le bureau du XIV^e arrondissement nous donnera une idée de l'organisation de ces bureaux d'orientation professionnelle, et des bureaux d'orientation professionnelle en général.

Le bureau est sous la direction d'un conseil d'administration qui est composé de dix membres de droit et de dix-huit membres élus. Il se réunit une fois par mois pour contrôler l'activité de l'office qui s'occupe de quatre différents problèmes :

1. L'orientation professionnelle.
2. Le pré-apprentissage.
3. La protection des apprentis.
4. Le développement de l'instruction professionnelle.

Le personnel du bureau consiste en une seule personne. Ce n'est qu'en janvier de cette année que le budget du bureau permet, pour la première fois, les services, d'un médecin une fois par mois, et d'une psycho-technicienne deux fois par semaine.

Pendant l'année scolaire le bureau reçoit une liste des noms des élèves qui termineront leurs études primaires à la fin de l'année. Cette liste est accompagnée de fiches scolaires et de fiches médicales. La fiche scolaire fournit des observations sur l'enfant et un aperçu de ses connaissances scolaires.

La fiche médicale donne les contre-indications pour empêcher l'enfant d'apprendre un métier qu'il serait

obligé d'abandonner plus tard. Ces contre-indications ont beaucoup d'importance. Ces deux fiches contiennent donc des renseignements indispensables au bureau d'orientation professionnelle. Il est à noter, cependant, que les inspecteurs doivent souvent réclamer ces fiches, parce que les écoles ne coopèrent pas toujours très bien avec le bureau.

A la fin de l'année scolaire, les écoles professionnelles de Paris organisent une semaine d'orientation. Les travaux des élèves dans les différents métiers sont exposés dans les salles de l'école, et les élèves, qui sont dans leur dernière année d'études primaires, sont conduits dans ces écoles pour leur montrer en quoi consiste le travail de ces métiers. Ils assistent en même temps à des conférences d'une demi-heure sur chaque métier, et ils voient des films qui leur montrent comment un métier se pratique. Ainsi, à la fin de ces huit jours, ils ont déjà une connaissance générale de plusieurs métiers et une idée suffisante de ce qu'on fait dans les écoles professionnelles.

Une fois au bureau d'orientation, on donne à l'enfant un test d'intelligence générale, un test de caractère et un test de compréhension¹. Ces trois tests peuvent être donnés collectivement. D'autres tests qui sont destinés à mesurer son habileté pour tel ou tel métier doivent être donnés individuellement. Une fois

(1) Les tests d'intelligence général donnent une idée de l'étendue des connaissances générales de l'enfant. Les tests de caractères montrent assez bien, si oui ou non le caractère de l'enfant est déjà formé ainsi que sa nature. Les tests de compréhension montrent à quel point l'enfant comprend les instructions qui lui sont données pour exécuter des ordres de tous genres.

que ces tests sont donnés et les résultats obtenus, l'enfant est interrogé et conseillé. L'enfant n'est pas obligé de suivre les conseils, mais un grand nombre d'entre eux s'y conforment cependant.

Les statistiques du bureau de l'arrondissement pour 1937, nous donneront une idée du nombre d'enfants reçus au bureau, et de ce qu'ils sont devenus. Le nombre des enfants venant des écoles primaires s'éleva à 1.500, des écoles privées à 200. De ces 1.700 enfants, 862 ont continué leurs études, et 501 sont venus au bureau. Le bureau en a placé 212 directement dans le commerce et l'industrie, 44 ont été dirigés vers des écoles professionnelles de la ville de Paris, 24 ont été placés par l'Office Départemental; un certain nombre d'entre eux n'était pas assez développé au point de vue physique pour commencer d'apprendre un métier quelconque. Ils ont consenti à attendre quelques mois; quelques-uns reviennent encore de temps en temps, d'autres ne sont plus revenus.

En dehors de ces bureaux installés dans les mairies, il en existe plusieurs autres, qui sont aussi des œuvres privées, qui ont à peu près la même organisation, et qui, de même, n'existent que grâce à des cotisations. Tous ces bureaux, ceux de la Mairie et les autres, collaborent intimement avec les services sociaux, du quartier. Ils ne disposent pas d'un personnel suffisant, et les visites dans les familles, ainsi que les autres renseignements que les services sociaux peuvent donner, leur sont très utiles.

C'est aussi dans les bureaux d'orientation de

mairies que les contrats d'apprentissage sont enregistrés. Ils doivent être visés par le maire, et ils prennent date à partir du jour du visa.

Des livrets de travail sont également distribués au bureau. Tout apprenti entre 14 et 16 ans est obligé d'en avoir un pour pouvoir travailler.

Le bureau du XIV^e arrondissement n'est pas un des meilleurs, mais c'est parce qu'il n'a pas de crédits suffisants. Il ne reçoit que 500 francs de subventions de l'Etat par an. La ville de Paris lui donne 2.000 francs et le département 1.500 francs. L'arrondissement n'est pas riche, aussi la somme qu'il reçoit des industriels n'est pas importante. Le XI^e arrondissement, un des plus riches, est un des mieux pourvus. Le bureau est plus grand et beaucoup plus moderne. Il y a une personne qui s'occupe de l'orientation seulement, et une deuxième qui s'occupe du placement. Le bureau est ouvert tous les après-midis. Ce bureau reçoit une subvention plus élevée que celui du XIV^e. Il reçoit 3.000 francs. On se demande pourquoi l'Etat donne les plus grosses subventions aux arrondissements les plus riches.

La mise en vigueur du décret-loi du 24 mai de cette année — 1938 — donnera une organisation d'ensemble à l'orientation professionnelle, comme la loi Astier a donné une organisation d'ensemble à l'Enseignement Technique. L'article suivant nous montre comment cela sera accompli :

Article Premier. — Il sera institué par décret, dans chaque département ou groupe de départements, un

secrétariat d'orientation professionnelle soumis à l'autorité préfectorale et placé dans les attributions de l'inspecteur d'académie du département ou de l'inspecteur d'académie du département où est fixé le siège du secrétariat. La création de ces secrétariats sera échelonnée sur une période de trois ans¹.

Le secrétariat sera sous la direction d'un secrétaire nommé par le ministre de l'éducation Nationale. Il sera assisté d'une commission composée par décret. Outre la création d'un secrétariat dans chaque département ou groupe de départements, il sera créé au chef-lieu ou dans la plus grande ville de chaque département, un centre d'orientation professionnelle. Le fonctionnement, les dépenses seront fixés par décret.

Le dernier article, article 8, décrète que : « Après le délai de trois ans fixé par l'article 1^{er} susvisé, aucun enfant âgé de moins de dix-sept ans, ne pourra être employé dans une des entreprises visées à l'article 9, s'il n'est muni d'un certificat délivré gratuitement par le secrétariat départemental ou interdépartemental d'orientation professionnelle.

Ce certificat devra comporter au moins l'indication du ou des métiers qui ont été reconnus dangereux pour la santé de l'enfant. »

A cette date, le décret-loi n'a pas encore été appliqué. La direction de l'Enseignement Technique attend toujours, que le Parlement vote les décrets, et

(1) Ministère de l'Education Nationale, Direction Générale de l'Enseignement Technique, 4^e Bureau. Décret-loi du 24 mai 1938.

mette à sa disposition les crédits nécessaires pour pouvoir organiser l'orientation professionnelle, mais elle n'a pas l'espoir que ce sera bientôt.

Aujourd'hui, le seul organisme créé par l'Etat pour l'Orientation Professionnelle est l'Institut d'Orientation Professionnelle, un « établissement libre, dont le but est l'étude de toutes les questions relatives à l'orientation professionnelle. » ¹.

Pour être admis à l'Institut, le candidat doit avoir au moins 23 ans et pas plus de 45 ans. Il doit faire une demande par écrit à l'Institut. Les candidats sont admis suivant l'antériorité de la demande, en tenant compte de leurs titres. Il n'y a pas plus de 50 personnes admises par an.

La durée des études est de deux ans. A la fin de ces deux années, le Diplôme de Conseiller d'Orientation est accordé à ceux qui ont suivi les cours régulièrement pendant les deux ans et qui ont réussi aux examens de fin d'année. L'enseignement est gratuit.

(1) *Article 9.* — De quatorze à dix-sept ans révolus, tous les enfants employés ou admis dans les entreprises industrielles ou commerciales ou à caractère industriel ou commercial, publiques ou privées, ainsi que dans les entreprises concessionnaires de services publics ou se livrant à l'exploitation minière, dans les sociétés coopératives quel que soit leur objet, qu'elles possèdent ou non des établissements, boutiques ou magasins pour leurs opérations de crédit ou pour la vente ou la livraison de denrées, produits ou marchandises, dans les sociétés de caution mutuelle et les banques populaires, dans les sociétés de crédit maritime mutuel, dans les concessions de mines de pétrole et de gaz combustibles, doivent recevoir dans les conditions fixées aux articles 14 et 16 suivants une éducation professionnelle pratique et théorique, sans préjudice d'un complément de culture générale, à l'exception de ceux qui auraient été déclarés inaptes à toute éducation professionnelle par le secrétariat d'orientation professionnelle, après avis des centres d'orientation professionnelle publics ou privés.

L'horaire de l'Institut est le suivant :

Cours.

Organisation de l'orientation professionnelle.

Pédagogie.

Technique des métiers.

Psychologie.

Sélection et orientation.

Economie politique.

Psychiatrie.

Physiologie.

Travaux Pratiques.

Physiologie.

Psychologie.

Exercices d'application de tests collectifs.

Les élèves, pendant la deuxième année, font un stage dans un bureau d'orientation. Il y a un de ces bureaux dans l'Institut même, qui est utilisé pour l'explication et la démonstration de certains points.

L'Institut est sous la direction de 3 directeurs :

M. J. Fontègne, Inspecteur Général de l'Enseignement Technique; Adjoint au Directeur de l'Enseignement de la Seine.

M. H. Laugier, Professeur à la Faculté des Sciences de l'Université de Paris, Chef du Service Central de la Recherche Scientifique.

M. H. Piéron, Professeur au Collège de France et à l'Institut de Psychologie de l'Université de Paris,

Directeur du Laboratoire de Psychologie de la Sorbonne.

Chaque directeur est une autorité dans les trois branches les plus importantes se rapportant à l'Orientation Professionnelle.

CHAPITRE VI.

LES ECOLES TECHNIQUES PUBLIQUES A PARIS ¹

A Paris, les écoles techniques élémentaires qui dépendent de l'Etat sont appelées professionnelles. Tous ces établissements, exception faite de l'Ecole Hôtelière, sont des externats.

Dans ces écoles les élèves sont admis par voie de concours. Les inscriptions se font comme pour les collèges et lycées. Les pièces à fournir sont les mêmes. L'enseignement est gratuit pour les élèves qui habitent Paris. On y distingue trois catégories d'élèves :

1. Les élèves de banlieue habitant le département de la Seine (dans ce cas la commune verse une somme à la Ville de Paris).

2. Les élèves qui n'habitent pas le département de la Seine (les familles versent alors une somme à la Ville de Paris. Cette somme est plus élevée que celle que versent les habitants du département de la Seine). Toutefois, les élèves qui n'habitent pas à Paris, mais dont les parents y travaillent bénéficient d'un tarif spécial.

(1) Voir les programmes à la fin du chapitre.

3. Les élèves libres payants, après examens.

L'âge d'admission est de 13 ans. L'Ecole Dorian et l'Ecole Estienne font exception. Dans la première, l'âge est de 15 ans, dans la dernière de 14 ans. Treize ans est un peu trop jeune pour les garçons. Les directeurs et professeurs trouvent qu'à cet âge les garçons ne sont pas capables, physiquement, de fournir l'effort nécessaire. Ils remarquent que ce sont les moins robustes qui obtiennent les résultats les moins satisfaisants. Les moins robustes se découragent souvent et travaillent moins bien.

Les élèves viennent de milieux assez différents. Les uns sont des enfants d'employés de chemins de fer, d'usines, de grands magasins, de commerçants, et d'artisans. Les autres sont des enfants d'instituteurs, de professeurs et d'artistes. Le milieu des deux Ecoles d'art appliqué à l'industrie est le même que celui des collèges et lycées.

Les cours ont lieu tous les jours de 8 $\frac{1}{2}$ à 17 ou 18 heures, sauf le samedi après-midi dans les écoles de jeunes filles et quelques écoles de garçons. Ils ont ce qu'on appelle la semaine anglaise, qui est celle en vigueur dans l'Industrie et le commerce.

Il y a un service médical dans toutes les écoles.

Les élèves sont examinés à leur entrée dans l'école.

Les examens sont assez sévères, puisque le travail exige une bonne santé, surtout dans les écoles de jeunes gens.

De plus, il y a toujours des médecins à la disposition des élèves.

Les bureaux des directeurs servent de bureaux de placement. Un grand pourcentage d'élèves est placé par les écoles. Même une fois placés, l'école ne les perd pas de vue. On cherche constamment à leur trouver une meilleure situation. Les élèves ont donc intérêt à rester en rapport avec leurs anciens directeurs et directrices.

Les Ecoles Professionnelles de Jeunes Filles.

Les Ecoles Professionnelles de jeunes filles sont au nombre de huit :

L'Ecole de Commerce, 12, rue d'Abbeville;

L'Ecole d'Art Appliqué, 24, rue Duperre;

L'Ecole Elisa Lemmonier, 41, rue des Boulets;

L'Ecole Municipale Professionnelle, 24, rue Fondary;

L'Ecole Professionnelle, 7, rue Poitou;

L'Ecole Municipale Emile Dubois, 14, rue Emile-Dubois;

L'Ecole Professionnelle, 24, rue Ganneron;

L'Ecole Professionnelle Jacquard, 2, rue Bouret.

L'enseignement dans les écoles professionnelles est divisé en cinq branches :

1. L'enseignement général;
2. L'enseignement technique;
3. L'enseignement artistique;
4. L'enseignement ménager;
5. L'enseignement physique.

L'enseignement général a comme objet de complé-

ter l'instruction reçue par les élèves à l'école primaire et d'y ajouter des connaissances qui leur seront profitables dans la vie. Les cours varient un peu dans chaque école, mais, la plupart des cours suivants, font partie de tous les programmes :

Français	Technologie
Anglais	Sciences Appliquées
ou Allemand	Hygiène Appliquée à l'hy-
ou Espagnol	giène domestique
Histoire	Education Sociale
Géographie	Ecriture
Comptabilité	Littérature ¹
Morale	Botanique ¹
Législation	Zoologie ¹ .

Le système de travail en équipes, pratiqué dans les collèges et lycées, est adopté pour plusieurs cours dans les écoles professionnelles. On s'en sert autant que possible afin de développer chez les élèves le sens de la responsabilité, qualité de première importance pour leur avenir. Les cours de comptabilité, d'éducation sociale, et de ménage se prêtent très bien à ce genre de travail. Dans ceux de comptabilité, les élèves sont divisées en équipes représentant les divers services d'une maison. Aux cours d'éducation sociale, les équipes visitent les musées, les grands magasins, les monuments historiques, les églises, les Halles et tous les endroits importants de

(1) La littérature, la botanique et la zoologie sont données seulement à l'Ecole d'Arts Appliqués.

la Ville, et parfois, hors de la Ville. Chaque élève doit écrire, sur un point particulier, un chapitre du rapport présenté par l'ensemble de l'équipe.

L'enseignement technique, ou les travaux pratiques, ne sont pas les mêmes à l'Ecole de Commerce et à l'Ecole d'Arts appliqués. Dans les six écoles de couture, il est à peu près semblable. Le français et les langues étrangères sont enseignés du point de vue commercial, au lieu du point de vue culturel.

L'Ecole de Commerce, la seule école de premier degré de ce genre, prépare ses élèves aux carrières commerciales.

Le programme est le même pour toutes les élèves. L'école n'enseigne pas une seule profession comme les autres écoles, mais elle prépare à plusieurs en même temps.

L'école est située près de la Gare du Nord et de la Gare de l'Est, quartier qui est un centre commercial. A la sortie, les élèves sont placées, à l'âge de 18 ans, et après examens, dans des banques, dans des bureaux de postes, des ministères, à la Préfecture de la Seine, dans des bureaux de Commerce, du 10^e arrondissement, en particulier, et dans tous les grands magasins.

L'école est la plus grande des écoles professionnelles, mais elle n'est pas encore assez grande pour caser facilement ses cinq cents élèves.

L'Ecole d'Arts Appliqués à l'Industrie, la seule de son genre pour les jeunes filles, prépare à des

carrières artistiques. Elle a 300 élèves. C'est la seule aussi dont le programme ne comporte pas d'enseignement ménager.

La durée des études est de 6 années, divisées en 2 périodes de 3 années. Les premières années constituent la division élémentaire; les dernières années, la division supérieure. Les élèves de 5^e et de 6^e années peuvent travailler en dehors de l'école et continuer leurs études en même temps. Les ateliers sont au nombre de neuf.

Ici encore, le règlement diffère de celui des autres écoles. Les élèves passent quelques semaines dans chaque atelier, pendant la première année, avant de choisir une profession. Le travail, dans l'atelier choisi, commence à partir de la 12^e année.

L'enseignement technique dans les six autres écoles est à peu près le même. Elles sont toutes des écoles de couture, mais elles ont, chacune d'elle, une spécialité. L'Ecole Municipale Professionnelle, rue Fondary, a la spécialité des fleurs artificielles, des plumes et du repassage; l'Ecole Elisa Lemonnier, celle des corsets; l'Ecole Jacquard, la lingerie et la broderie blanche; l'Ecole Professionnelle, 7, rue de Poitou, la coupe par patron et le moulage; et l'Ecole Professionnelle, rue de Ganeron, la lingerie.

Les autres cours de couture sont enseignés de la même manière dans toutes les écoles. On commence, par apprendre des points et faire des travaux simples. La première année on fait des robes de bébés, blouses, tabliers; ensuite : pièces de vêtements telles

que des poches, des encolures et des bas de manches. La deuxième année, on coupe et on fait des robes avec des patrons. Pendant la troisième, les élèves arrivent à faire des robes et des costumes sans patrons. Ces écoles travaillent pour des clients. Il y a des salles d'essayage où les clients viennent essayer les vêtements qu'on leur fait. Ceci donne aux élèves un peu de l'expérience qu'elles pourraient acquérir dans une maison de couture.

Il en est de même dans toutes les spécialités enseignées dans les écoles professionnelles.

La longueur des études, qui varie de 2 à 4 années, dépend du métier choisi. Le niveau de placement des élèves s'améliore d'année en année. Dans la salle de réception de l'Ecole, rue Poitou, un petit diagramme montre nettement les progrès, notamment dans le pourcentage d'élèves qui trouvent un emploi dans la haute couture ¹.

	40 %	Haute Couture.
1935	25 %	Confection.
	22 %	Vendeuses Nouveautés.
	60 %	Haute Couture.
	8 %	Confection.
1936	8 %	Vendeuses Nouveautés.
	12 %	Employées de Commerce.
	12 %	Occupées dans leurs foyers ou continuant des études.

(1) Or, travailler dans la haute couture est l'ambition de la majorité des élèves.

Les élèves sont placées dans des maisons telles que les suivantes :

Fleuristes :

Lecoq,
Trousselier.

Corsetière :

Boudios,
Abramin,
Glorianne.

Lingerie :

Meyer,
Meyer-Oulief.

Modiste :

Suzy,
Blanchot.

Haute Couture :

Dupuy Coq,
Pacquin,
Gloria,
Molyneux,
Le Monnier,
Maggy Rouf,
Suzanne Boudet,
Lanvin,
Chanel.

L'enseignement ménager a comme objet d'instruire les jeunes filles dans l'art du ménage. Elles ont des cours d'économie domestique, de repassage et de raccommodage. En même temps, on leur enseigne

les façons de décorer et de rendre attrayantes les différentes pièces de la maison.

Les élèves sont divisées en groupes pour ce travail. Chaque jour il y a un groupe qui fait le menu pour le déjeuner, qui va au marché et qui fait la cuisine. Elles apprennent l'art d'acheter aussi bien que celui de faire la cuisine. Après le déjeuner elles font le compte pour savoir à combien le déjeuner revient par personne. Ce cours est très apprécié par les jeunes filles.

Les écoles professionnelles de jeunes filles sont toutes, en général, trop petites pour le nombre d'élèves.

Elles ont les nombres d'élèves suivants :

L'Ecole de Commerce	500
L'Ecole d'Art Appliqué	300
L'Ecole Elisa Lemonnier	200
L'Ecole Municipale, rue de Poitou	150
L'Ecole Emile Dubois	320
L'Ecole Jacquard	350
L'Ecole Professionnelle, rue Ganneron	320

Il n'est pas extraordinaire de trouver des élèves en train de travailler dans les corridors, ou des salles, tellement remplies, que les élèves sont obligées de se lever et de s'écarter pour laisser passer quelqu'un.

Les bâtiments sont vieux et il n'a pas été commode de les transformer en écoles modèles. Le bâtiment de l'Ecole, rue de Poitou, date du 17^e siècle. Il n'y a pas encore le chauffage central. L'Ecole Emile Du-

bois est la seule qui jouisse d'un local moderne. Elle a été construite en 1925.

L'outillage et les appareils sont également insuffisants. Les élèves attendent leur tour pour se servir des machines à coudre, des mannequins, des tables de coupe, des fers à repasser.

Les Ecoles Professionnelles de Jeunes Gens.

Les Ecoles Professionnelles de jeunes gens sont :

L'Ecole Municipale Dorian, 74, Avenue Philippe-Auguste.

L'Ecole Estienne, 18, Bd. Auguste-Blanqui.

L'Ecole Municipale des Arts Appliqués à l'Industrie, 11, rue Dupetit-Thouars.

L'Ecole Boule, 57, rue de Reuilly.

L'Ecole Diderot, rue de la Villette.

L'Ecole Hôtelière, rue Guyot.

Chacune de ces écoles a un caractère distinctif. Il n'y en a pas plusieurs du même genre comme pour les jeunes filles. L'enseignement se divise ainsi :

1. L'Enseignement général ou théorique;
2. L'Enseignement artistique;
3. L'Enseignement technique;
4. L'Enseignement physique.

L'enseignement général, comme pour les jeunes filles, est un moyen de faire continuer aux élèves leurs études élémentaires.

Les garçons, cependant, ont plus de cours théoriques. Les professions de garçons nécessitent surtout

des cours de mathématiques et de dessin industriel. Le programme des cours généraux est presque le même dans toutes les écoles :

Français	Notions d'Economie In-
Morale Civique	dustrielle
Histoire Moderne	Notions de Législation
Notions de Comptabilité	Industrielle et Ouvrière
Géographie	Histoire des styles et His-
Technologie	toire de l'Art
Théorie d'horlogerie	Etude de la plante et de
Mathématiques	l'animal.

Partout les cours théoriques sont adaptés à l'enseignement des professions qui sont la spécialité de l'école.

L'enseignement artistique est spécial, bien entendu, à l'école des Arts Appliqués, mais il fait nécessairement partie intégrante de l'enseignement, dans toutes les écoles de garçons. Les élèves doivent dessiner l'objet qu'ils vont faire et ils doivent se servir du dessin pour l'exécution. Le dessin doit être précis pour éviter le gaspillage. Les objets sont d'abord dessinés deux fois : premièrement en entier; la deuxième fois, l'élève en dessine chaque partie. Le deuxième dessin donne à l'élève, une connaissance des détails de l'objet qui lui sera indispensable pour le fabriquer. Il doit savoir comment assembler ou monter l'article avant de se mettre à l'exécution. L'enseignement artistique est important dans toutes

les écoles, et les cours suivants font partie des programmes :

Dessin à vue	Dessins d'ornements
Dessin géométrique	Composition décorative
Perspective	Dessin industriel.
Croquis de Cinéma	

L'enseignement technique est forcément différent dans chaque école.

Les écoles Dorian et Diderot se ressemblent assez. Deux des professions enseignées sont les mêmes, et une ou deux sont très semblables l'une à l'autre.

L'école Diderot est essentiellement une école de mécanique. Pendant la première année, un quart du temps est consacré aux sections de tour, et les trois autres quarts, aux sections d'ajustage; la deuxième et troisième année, soit, à l'outillage de presse, soit à la petite mécanique, soit, à la mécanique de précision, soit à l'ajustage ou au tour, cela dépend de la profession choisie par l'élève. Une quatrième année qui est facultative, est réservée pour le dessin.

L'école Dorian n'est pas une école strictement de mécanique. La profession de verrerie, profession relativement nouvelle, y est enseignée. On n'y admet que 10 apprentis. Très souvent ce sont des élèves qui n'ont pas trouvé de places disponibles dans les autres métiers.

Les parents ne connaissent pas cette profession, ce qui explique que le plus grand nombre n'y font pas inscrire leurs enfants. L'apprentissage se fait en

un an. La fabrication porte sur des appareils et objets de verre soufflé pour des laboratoires, des pharmacies et des hôpitaux. Pour rendre la profession encore plus intéressante on fabrique, de temps en temps, des objets d'art décoratif. Ce métier présente aussi des avantages matériels. Il n'exige que peu de fonds pour s'installer chez soi. De plus il n'est pas très répandu et il est facile d'y gagner sa vie.

Quant à l'école Dorian, sa spécialité est la menuiserie fine; l'usage des clous est exclu et tout le montage, réalisé grâce à des découpages du bois.

L'originalité et la diversité sont les qualités qu'on cherche surtout à développer dans l'Ecole d'Art Appliqué. Les buts généraux sont très semblables à celle des jeunes filles. La durée des études n'est que de quatre ans, tandis qu'elle est de six ans chez les jeunes filles.

Dans cette école, les élèves, après avoir passé quelques semaines de la première année dans chacun des 12 ateliers sont placés dans ceux où ils se sont montrés le plus habiles. Ils n'ont pas le choix de l'atelier.

L'Ecole Estienne est la seule école au monde qui réunisse, sous un seul toit, les dix-sept professions essentielles du livre.

Il est intéressant de remarquer que la plupart des élèves de l'Ecole Boulle, s'inscrivent pour l'ébénisterie. Cependant après avoir passé quelques semaines dans chaque atelier, où ils apprennent à travailler les matières premières et deviennent capables de les trans-

former, leur préférence pour l'ébénisterie n'est plus aussi accentuée¹.

L'Ecole Hôtelière, la plus récente et la plus moderne de toutes, mérite bien un peu d'attention ici.

L'histoire des écoles hôtelières ne remonte pas loin. Ce n'est qu'en 1918 que l'enseignement hôtelier a été ajouté à l'enseignement technique français. Auparavant c'étaient des étrangers qui occupaient les meilleurs postes dans les plus grands hôtels de France. Les élèves de l'Ecole Suisse de Cour-Lausanne, les Allemands, les Tchécoslovaques, et les Italiens s'y trouvaient en majorité. Les statistiques d'une enquête faite en 1927, donnent des étrangers le pourcentage suivant dans l'hôtellerie :

16 % à Paris;

25 à 30 % dans les hôtels de la Manche;

30 à 50 % sur la Côte d'Azur;

33 à 60 % dans le Massif Central;

62,6 % à Châtelguyon.

La situation était encore plus grave avant la guerre.

On a attribué cela au fait que le « Français est, dit-on, volontiers casanier, il ignore les langues étrangères »², et « les qualités de souplesse, de maîtrise de soi-même qu'exige de la part du personnel le contact presque permanent avec une clientèle exigeante,

(1) L'école Estienne et l'Ecole Boulle sont connues dans le monde entier. Aussi ont-elles des élèves de plusieurs nationalités attirés par leur renommée !

(2) Causerie faite à Radio-Paris le 13 décembre 1937. *Historique de l'Enseignement Hôtelier*. M. DEVEAU, Directeur de l'Ecole Hôtelière de Paris.

s'accordant mal avec le caractère français volontiers indépendant, frondeur et, dit-on, peu discipliné. etc... ».

Cependant, les expériences faites dans les écoles hôtelières en France ont montré que les Français pouvaient aussi bien que les étrangers s'adapter aux professions hôtelières et apprendre les langue étrangères. Elles ont montré de plus que « la profession hôtelière est comme toutes les professions commerciales qui mettent l'employé en contact direct avec la clientèle : son exercice ne diminue ni n'avilit l'employé que si ce dernier consent à être diminué ou avili¹ ».

A partir de 1927 on ouvre sept écoles hôtelières nouvelles : une à Aix-les-Bains, une à Clermont-Ferrand, une à Grenoble, une à Toulouse et une à Paris.

L'industrie hôtelière est une industrie très importante. Les écoles sont par conséquent, dignes de toute l'attention possible.

Les écoles professionnelles de garçons sont toutes très bien. Elles paraissent plus modernes que celles des jeunes filles. Les salles sont grandes et bien éclairées.

On n'a pas l'impression d'être à l'étroit comme dans les écoles de jeunes filles.

L'Ecole Estienne, la plus grande, a 350 élèves. La plus petite, l'Ecole Dorian, 170. Les jeunes gens ne

(1) Causerie.

sont pas aussi nombreux que les jeunes filles dans cette branche d'enseignement.

Dans les écoles de jeunes gens comme dans celles de jeunes filles il y a des vitrines où sont exposés des échantillons de travail de chaque profession enseignée à l'école.

Après la visite de ces écoles on est absolument convaincu de leur valeur et de leur importance. Les résultats de cet enseignement technique se manifestent d'une manière plus évidente que ceux de l'enseignement général.

Les Ecoles de Métiers.

L'enseignement général dans les écoles de métiers est moins poussé que dans les écoles professionnelles. Ce sont en réalité de simple écoles d'artisans.

Il y a 7 écoles de Métiers :

L'Ecole de Métier de Chausseurs-Bottiers, 70 bis,
Rue de Turbigo.

L'Ecole de Tonnellerie de Paris, Halles aux vins.

L'Ecole de Métier du Travail de Verres d'Optique, 1, Bd Pasteur.

L'Ecole de Métier Maximilien Perret, 31, rue de
Bourgogne.

L'Ecole de Métiers de Maçonnerie, 9, rue Saint-Lambert.

L'Ecole de Métiers de Vêtements, 245, Avenue
Gambetta.

Peut être admis dans une école de métiers, un élève

doit posséder un certificat de bonne conduite délivré par l'école d'où il sort; un certificat de vaccination et d'aptitude physique; et un Diplôme du certificat d'études primaires. Chaque élève, à son entrée, reçoit un livret d'apprenti qu'il doit remplir afin de donner les renseignements nécessaires. Le livret d'apprenti est dans ces écoles ce que le carnet scolaire est au collège ou au lycée.

L'élève doit conserver ce livret pendant la durée de ses études. Ses notes, et, des appréciations sur sa conduite y sont inscrites.

La durée de la scolarité pour l'Ecole de Tonnelierie est de 2 ans, pour celle de vêtements de 4 ans, et pour les autres, de 3 ans. Les heures varient un peu suivant chaque école, de 8 h. ou 8 h. $\frac{1}{2}$ à 17 h. ou 18 h. tous les jours. Certains élèves ont congé le samedi après-midi.

Ces écoles sont beaucoup plus petites que les écoles professionnelles. Les moins importantes comptent de vingt-cinq à trente élèves; les plus grandes, une centaine d'élèves.

Les écoles de métiers sont plus récentes que les écoles professionnelles et moins connues. Les ouvriers sortant de ces écoles sont moins demandés que ceux sortant des écoles professionnelles.

L'enseignement est divisé en trois parties :

L'enseignement général ou théorique.

L'enseignement pratique.

La culture physique.

L'enseignement général, comme dans les écoles

professionnelles, est adapté aux métiers enseignés dans les écoles. Les cours ne sont ni aussi nombreux ni aussi avancés.

Français.

Arithmétique, Géométrie et Comptabilité élémentaire.

Technologie.

Confection de la forme en bois.

Coupe et patronage (chaussure-bottiers).

Dessin de mécanique, de physique et de chimie.

Optique (l'Ecole du travail de verres optiques).

L'Enseignement Pratique ou Technique.

Aussi l'Ecole de Chaussure-Bottiers est-elle la seule école de métiers ou professionnelle qui ait des cours mixtes.

Les jeunes filles suivent les mêmes cours et travaillent dans les mêmes ateliers que les jeunes gens. Il y a moins d'heures de présence pour les jeunes filles. Il n'y a que deux ateliers sur quatre qui soient ouverts aux jeunes filles; celui des tiges, le travail à la machine à coudre qui exige de très bons yeux, et la subdivision spéciale. Les garçons peuvent apprendre un des 4 métiers au choix. Le travail du pied est trop dur pour les jeunes filles. Les élèves peuvent faire, s'ils veulent, leurs chaussures. Les chaussures de l'école sont vendues à des maisons connues et à des clients particuliers.

L'Ecole de Tonnellerie, une des plus petites, enseigne le métier de tonnelier. Elle ne prend que 12

élèves en tout. Ce sont les seuls élèves qui soient payés. Les primes sont réparties ainsi :

PREMIÈRE ANNÉE

	<i>Primes Fixes</i>	<i>Primes Variables</i>
1 ^{er} trimestre		
2 ^e —		
3 ^e —		Néant
4 ^e —	5 fr. par jour	de 0 à 5 fr. par jour

DEUXIÈME ANNÉE

1 ^{er} trimestre	6 fr. par jour	de 0 à 6 fr. par jour
2 ^e —	7 fr. —	de 0 à 7 fr. —
3 ^e —	8 fr. —	de 0 à 12 fr. —
4 ^e —	8 fr. —	de 0 à 12 fr. —

La plupart des élèves en maçonnerie viennent de province, surtout du Limousin. Les maçons parisiens doivent, soit, apprendre le métier de leurs parents, soit, faire leur apprentissage dans une maison quelconque.

Le travail pratique est fait en plein air. Une partie de la cour est couverte, pour que les élèves puissent y travailler pendant le mauvais temps. On attache beaucoup d'importance aux outils, que les élèves font eux-mêmes. En effet, il est presque impossible d'acheter des outils de maçons, surtout à la campagne.

C'est pourquoi ils sont obligés de savoir les faire eux-mêmes. L'Ecole de Maçonnerie a deux annexes, une à Vitry et une à Andresy. Celle de Vitry n'a que

15 élèves, mais celle d'Andresy en a une cinquantaine. Les élèves ont construit les bâtiments de leurs écoles et s'entraînent à en bâtir de nouveaux.

L'Ecole de Métier de verres d'optiques a un programme commun pour tous les élèves pendant les trois années entières. Ils sont uniquement préparés à être « employés utilement à la Fabrication des verres d'optique dans l'industrie des instruments d'optique de précision » ¹.

L'Ecole est située à l'intérieur même de l'Institut d'Optique.

L'Ecole de Vêtements a aussi un programme qui est commun à tous les ateliers de tailleurs et aux écoles professionnelles de jeunes filles. La durée des études est de 4 années, mais la quatrième est facultative. La première année les élèves apprennent à faire des poches, à finir des manches, à faire des revers, etc... La deuxième année, ils travaillent pour des clients et ne sont pas limités quant au temps; ils apprennent plutôt à bien travailler.

Mais en troisième année les vêtements doivent être faits dans un temps donné. En quatrième année, ils font des costumes militaires et des uniformes.

(1) Prospectus de l'Ecole de Métier de verres d'optique.



PARIS
Les Ecoles Techniques.



REGION PARISIENNE

Répartition de l'Industrie.

PROGRAMMES DES ECOLES PROFESSIONNELLES ET DES ECOLES DE METIERS

JEUNES FILLES.

L'école de commerce :

Commerce.
Arithmétique.
Correspondance commerciale.
Economie politique.
Comptabilité.
Sténo-dactylographie.
Législation.

L'Ecole d'arts appliqués à l'industrie :

Atelier de dessin pour papiers peints, tissus imprimés et tissés;

Atelier de figurine de mode et de costume de théâtre (à cet atelier est annexé un cours d'histoire du costume);

Atelier de gravure;

Atelier de publicité : la lettre dessinée, maquette pour affiches, prospectus, photographie publicitaire;

Atelier de travail du cuir, petite maroquinerie, cuir ciselé, mosaïque, reliure, dorure sur cuir;

Atelier de tabletterie : travail de l'ivoire, de la corne, des bois précieux;

Atelier de dentelle : composition des maquettes, mise en carte et exécution;

Atelier de broderie pour ameublement et pour la

mode : composition des dessins, piquage, ponçage, échantillonnage et exécution.

Les six écoles de couture :

Mode, et fantaisies pour mode;

Couture, robe, manteau, costume, tailleur. Cours spécial de coupe de confection;

La coupe par patrons et le moulage;

Corset;

Dessin et ses applications industrielles (publicité, cuir, figurine, céramique);

Costume tailleur;

Mode;

Fleurs artificielles et plumes;

Gilet;

Repassage, détachage et apprêts.

JEUNES GENS.

L'école Dorian :

Ajustage;

Tournage sur métaux;

Serrurerie et ferronnerie d'art;

Menuiserie du bâtiment et d'art;

Verrerie médicale, industrielle, scientifique et artistique.

L'Ecole Diderot :

Professions de la mécanique;

Outillage de la presse;

Petite mécanique de précision;

Ajustage;

Tour.

L'Ecole d'art appliqué :

Dessin appliqué à l'ameublement : composition d'ensemble. Architecture et décoration intérieure. Etablissement de maquette.

Dessin appliqué à la Broderie de couleur et blanche. Ameublement. Couture. Mode. Lingerie.

Dessin appliqué aux tissus et papiers peints. Tissus imprimés et tissus.

Peinture décorative comprenant la peinture murale et tous les procédés de peinture sur matières diverses.

Décor de théâtre. Vitrail, composition et technique.

Fresque. Cet atelier est une annexe du précédent et est réservé aux élèves de valeur supérieure.

Dorure. Laque. Vernis. Encadrement.

Sculpture décorative (pierre, staff).

Sculpture sur bois appliquée aux menus objets en connection avec le 10^e.

Tabletterie, bois, ivoire, corne, etc...

Céramique : a) fabrication, b) décoration.

Dinanderie-Orfèvrerie, travail du métal au marteau, au ciselet, et au burin.

L'Ecole Estienne :

La typographie (4 professions).

La lithographie (4 professions).

La gravure (4 professions).

La photographie (3 professions).

La reliure (2 professions).

L'Ecole Boulle :

Section du Meuble :

Ebénisterie.

Menuiserie en sièges.

Sculpture sur bois.

Tapisserie.

Section du Métal :

Ciselure.

Gravure sur acier.

Gravure en bijoux et vaisselle.

Monture.

Tournage.

L'Ecole Hôtelière :

Enseignement commercial comportant des cours de commerce, de sténo-dactylographie, d'économie, de législation commerciale.

Enseignement de langues comportant l'anglais et une seconde langue qui peut être l'espagnol ou l'allemand.

Enseignement technique hôtelier s'appliquant à l'étude de la législation hôtelière, de la comptabilité hôtelière, de l'hygiène de l'alimentation et des sciences appliquées à l'hôtellerie, de la cuisine et de la pâtisserie théorique, de l'œnologie, de la bonne tenue, du savoir-vivre.

Enseignement pratique comprenant des exercices de cuisine, d'entretien, de service de restaurant, de chimie, d'électricité, de sommelier, tirage de bière et quelques travaux manuels (bois, fer, métal en feuilles, etc.)

L'enseignement pratique se fait le matin à l'école hôtelière, les mets préparés doivent être servis au repas de midi.

En supplément des travaux pratiques, les élèves font un stage chaque année aux mois de juillet et d'août dans les hôtels.

LES ECOLES DE MÉTIERS.

L'Ecole de Chausseurs-Bottiers :

Piqûre et Apprêt.

Travail du pied.

Cordonniers réparateurs.

Fabrications mécaniques spéciales.

C'est la seule école où l'on ait prévu un programme pour les élèves inaptes. Une « subdivision spéciale » de cours mixtes a été créée pour ces élèves.

L'Ecole de Maçonnerie :

Couverture.

Plomberie.

Installation sanitaire.

L'Ecole de Métiers de verres d'optique :

Première année. — Travail sur tours à manivelles et sur tours à pédales. Dégrossir et polir de petites pièces (loupes, verres de lunetterie sphériques, etc.), ébauche de petits prismes.

Deuxième année. — Même travail sur de grandes pièces (grands objectifs, miroirs plans, calibres de

courbures, prismes pour instruments de précision), vérification des pièces de précision, verres au bloc et fabrication des prismes de jumelles, verres microscopiques, travaux de cristaux.

Pendant les deux premières années d'études, deux heures par semaine sont consacrées à des exercices élémentaires de menuiserie, de forge et d'ajustage.

L'Ecole de Vêtements :

Apiéceur.

Tailleur (pour dames et pour hommes).

Uniformier.

L'Ecole de Couverture-Plomberie :

Couvreur.

Zingueur.

Ardoisier.

Plombier.

Installation sanitaire.

CHAPITRE VII.

LA CHAMBRE DE COMMERCE

Nous avons déjà vu le rôle de l'initiative privée dans la création de l'enseignement technique. Nous savons que les premières écoles techniques de l'Etat ont été d'abord œuvres privées, car l'Etat a commencé à annexer des écoles avant d'en créer.

Ces écoles furent l'œuvre (qui consiste ordinairement en une seule école), soit d'un groupe d'individus, soit d'une seule maison, soit d'une corporation d'intérêts industriels. Il n'y a aucune relation entre ces écoles. L'une de ces corporations, la Chambre de Commerce de Paris a joué un rôle considérable dans la création et le développement de l'enseignement technique. On pourrait même dire que l'œuvre de la Chambre de Commerce de Paris est un système complet d'enseignement technique borné aux besoins et aux intérêts de Paris. Cependant, ce sont seulement ses écoles élémentaires qui nous intéressent ici.

En 1920, la Chambre de Commerce de Paris créa ses premières écoles élémentaires d'enseignement technique, les Ateliers-Ecoles. Ces écoles ont vu

naître le système précurseur de l'Orientation Professionnelle. Leur but était d'orienter les enfants vers un métier. Chaque Atelier-Ecole avait plusieurs ateliers où les enfants passaient successivement plusieurs semaines pour y puiser une connaissance générale de tous les métiers enseignés à l'école.

Ils en sortaient avec un mélange de connaissances qui, parfois, les rendait encore plus hésitants quant au choix définitif d'un métier, que lorsqu'ils étaient entrés à l'école, et, ce qui est encore plus fâcheux, ils n'étaient préparés à aucun métier particulier. C'était surtout cela qu'on reprochait aux Ateliers-Ecoles. Mais il devint bientôt évident que la durée des études devait être prolongée pour permettre à l'enfant d'apprendre un métier, après avoir été orienté.

Cinq ans plus tard, on offrit la tâche de l'organisation et de la mise au point de ces écoles à M. Lomont, Inspecteur de l'Enseignement des Ecoles de l'Etat. Il accepta, et au bout de trois ans, les écoles eurent à peu près la même organisation qu'elles ont encore aujourd'hui. Les changements qui ont eu lieu n'ont apporté que des améliorations matérielles, par exemple de nouveaux ateliers. Il existe actuellement de nombreux Ateliers-Ecoles à Paris.

Avant de décrire l'organisation actuelle des Ateliers-Ecoles nous croyons qu'il sera utile de montrer en quoi consiste l'Orientation Professionnelle qui est pratiquée dans ces Ateliers, puisque l'orientation précède les travaux à l'école.

Le bureau d'orientation professionnelle, 2 Place de la Bourse comprend de nombreuses salles. C'est le plus grand bureau de ce genre en France. Il reçoit environ 4.000 enfants chaque année. Le service n'est pas strictement réservé aux candidats aux Ateliers-Ecole. Il est ouvert à tous ceux qui veulent s'en servir. Il comprend :

1°. Un service de consultations qui sont données chaque jour verbalement ou par correspondance aux familles ou aux enfants sur les divers métiers.

2°. Un service médical qui a pour mission de déterminer les contre-indications et d'empêcher ainsi que les jeunes gens ou les jeunes filles ne s'engagent vers des métiers qu'ils seraient obligés d'abandonner plus tard.

(Ce service ressemble beaucoup au service médical des écoles de l'Etat).

3°. « Un service cinématographique qui a pour objet de faire connaître à la jeunesse les métiers qui peuvent s'offrir à l'Ecole ».

Ces services sont considérés comme des préliminaires nécessaires à l'orientation professionnelle. La véritable orientation a lieu, sous la forme de périodes passées, la 1^{re} année, successivement dans chacun des ateliers de l'école, de manière que les aptitudes soient mises à l'épreuve. De temps en temps il arrive qu'un enfant ne manifeste aucune aptitude pour les métiers enseignés dans une école. C'est assez rare. Mais, si après une année il ne montre d'aptitude pour aucun des métiers enseignés, on l'envoie dans une autre

école où les métiers soient tout à fait d'un autre genre.

Il n'y a guère de différence entre le bureau d'Orientation Professionnelle de la Chambre de Commerce de Paris et tout autre qui soit bien organisé et moderne¹. Il est cependant un des meilleurs de France.

Une fois orienté vers l'un des Ateliers-Ecoles, l'élève n'a pas de concours à passer comme pour les Ecoles de l'Etat et de la Ville de Paris. L'admission ne se fait pas par voie de concours, mais l'élève doit se conformer aux exigences scolaires de l'école. Le Certificat d'Etudes Primaires, ou bien une période d'études, équivalant à celles nécessaires pour l'obtention de ce certificat, sont exigés par l'école. Les Ateliers-Ecoles ont pour but de former les enfants d'intelligence moyenne, les sujet plus brillants entrant en général dans les écoles de l'Etat et de la Ville de Paris.

M. Lomont, pendant les années qu'il a passé comme inspecteur, s'était aperçu qu'il y aurait besoin d'écoles pour les enfants incapables de passer un concours, mais qui seraient quand même obligés de gagner leur vie. C'est pourquoi les Ateliers-Ecoles ont été créés.

L'âge a été fixé ainsi : pas moins de 14 ans et pas plus de 16 ans. L'enseignement, comme celui donné par l'école de l'Etat ou de la Ville de Paris, est gratuit.

Les parents doivent cependant payer une partie des fournitures; mais, au cas où les parents n'en auraient pas les moyens, l'élève peut être exonéré. Les frais sont les suivants :

(1) Bureau du 15^e arrondissement.

Fournitures scolaires, outillage collectif et matières premières nécessaires à l'apprentissage. 200 fr.

Assurance... le montant de la prime est fixé chaque année au moment de la rentrée.

Caisse de solidarité. 5 fr.

Le déjeuner, qui est pris obligatoirement à l'école. 4 fr.

L'instruction générale fait toujours partie des programmes.

Dans les Ateliers-Ecoles, pendant que les uns font des travaux pratiques, les autres assistent aux cours généraux. (Dans les écoles de l'Etat et de la Ville de Paris, les cours généraux ont lieu, toujours le matin, et les travaux pratiques, toujours l'après-midi).

Le partage du temps entre les travaux pratiques et les cours d'instruction générale, se fait selon la commodité de l'Ecole, ou les nécessités du métier, à enseigner.

L'Ecole d'Alimentation et l'Ecole de Jeunes Filles, Bd. St Marcel, nous montreront combien les Ateliers-Ecoles ressemblent aux Ecoles Professionnelles de la Ville de Paris.

L'Ecole d'Alimentation, 16 rue du Terrage, est une des plus petites. Elle a 175 élèves, trop d'élèves pour les dimensions de l'Ecole; elle pourrait, si elle était plus vaste, en avoir beaucoup plus. Le bâtiment, comme ceux de beaucoup d'écoles techniques élémentaires n'était pas à l'origine une école. Il a été transformé; les ateliers sont petits, quoique bien équipés. Chaque atelier peut recevoir un groupe de

35 élèves mais pas aussi aisément que l'école du Bd. St-Marcel par exemple. Les ateliers sont bien petits, mais le nombre des inscrits nécessite la division des élèves en équipes de 35.

La boulangerie de l'école fournit du pain pour les réfectoires de tous les Ateliers-Ecoles; la pâtisserie fournit des pâtisseries à chaque école une fois par semaine; la boucherie et la charcuterie préparent la viande qui sera consommée dans les écoles; la cuisine fait le repas de midi pour les élèves; et, finalement, l'épicerie, qui sert à toutes les écoles, donne aux élèves qui apprennent ce métier, toute l'expérience dont ils auront besoin. C'est à l'épicerie que se trouve le « stock » destiné aux diverses écoles.

Celle-ci envoient leurs commandes à l'Ecole d'Alimentation quand elles ont besoin de quelque chose, et les élèves préparent et contrôlent les commandes, au départ et à l'arrivée.

Les élèves se familiarisent avec différentes maisons de gros, avec les différentes sortes de marchandises, et avec les prix. Ils apprennent à arranger des vitrines. L'épicerie a 2 vitrines, qui donnent sur la rue et qui permettent de voir et de critiquer le travail des élèves.

Le plus grand des Ateliers-Ecoles, l'école de 700 élèves, 19 Bd. St. Marcel, est destiné aux jeunes filles. Le bâtiment est le plus moderne de tous. L'école ressemble beaucoup aux écoles professionnelles de filles, et par les métiers et, par le travail.

L'Ecole Bd. St. Marcel est la plus grande de toutes,

ce qui permet un plus grand choix de métiers. Outre les métiers qu'on trouve dans les six écoles professionnelles de couture, il y a un atelier de fourrure, un atelier de coiffure et un atelier de teinturerie.

Le gymnase de l'école a une installation de douches tout à fait moderne, ce qui est assez rare dans les écoles techniques de Paris.

Ces neuf Ateliers-Ecoles sont une œuvre considérable pour une entreprise privée dans une seule ville. On ne peut visiter ces écoles sans être convaincu de leur valeur. Elles rendent un service énorme à la classe ouvrière, au commerce et à l'industrie. Elles procurent à 2.500 enfants l'occasion d'apprendre un métier et, en même temps, de continuer leurs études, dans les conditions les plus favorables.

Elles ajoutent à la liste ordinaire, des métiers nouveaux, que les enfants peuvent apprendre gratuitement, et ce qui est encore plus important, elles servent au développement et à l'encouragement de l'enseignement technique pour « la masse des enfants qui sortent de l'Ecole Primaire. »

LES COURS PROFESSIONNELS

La partie la plus nouvelle de la loi Astier, les cours professionnels, est sans doute la plus compliquée du point de vue de l'organisation. Il est très difficile de savoir exactement si l'exécution pratique du 5^e article s'est faite d'après les idées qu'avaient eu ses auteurs. Ceux-ci avaient deux objets en vue en créant les cours professionnels :

1. — Le point de vue humanitaire. Ils voulaient améliorer les conditions existantes pour les apprentis. Ils voulaient leur donner aussi, comme aux autres enfants, la chance de s'élever au-dessus de leur rang de simple ouvrier.

2. — L'élévation du niveau industriel et commercial, qui, à cette époque, était inférieur à celui de la plupart des autres pays.

Ces cours devaient être organisés dans chaque commune après que leur urgence aurait été signalée au Ministère du Commerce par le Conseil Départemental. Le caractère obligatoire de ces cours était fixé par les règlements suivants :

« Un cours est obligatoire (art. 38), dès qu'il est organisé conformément aux dispositions de la présente loi, pour les jeunes gens et jeunes filles de moins de 18 ans qui sont employés dans le com-

merce et l'industrie d'une localité, soit en vertu d'un contrat d'apprentissage, soit en vertu d'un contrat de louage de services.

Un cours est organisé conformément à la loi :

1°. Lorsqu'il aura été créé dans une localité désignée spécialement à cet effet par un arrêté ministériel. Ordinairement cet arrêté est pris sur la demande du Conseil Municipal, le maire envoie la délibération de son conseil municipal au préfet, qui la transmet, après l'avoir soumise au comité départemental de l'Enseignement Technique, au Sous-Secrétariat de l'Enseignement Technique, 110, rue de Grenelle, Paris (4^e Bureau).

2°. Lorsqu'il aura été institué pour une ou plusieurs des professions de la localité pour les besoins desquelles l'enseignement professionnel est jugé nécessaire.

Le cours obligatoire peut ne pas être public; il n'est public que si c'est la municipalité ou un établissement public qui le crée. Ce qui revient à dire implicitement que le cours privé devient obligatoire s'il est reconnu suffisant. Signalons que les cours privés sont fondés et administrés soit par une association, un syndicat, une chambre syndicale; soit par un chef d'entreprise, à l'intérieur de l'usine ou des ateliers.

3°. Lorsqu'il est gratuit; la gratuité est le corollaire de l'obligation » ¹.

Nous pouvons nous demander qui, en général, demande la création de ces cours ? Si ce sont les com-

(1) GAUCHER et MORTIER, p. 202.

munes qui s'en occupent ou bien plutôt des organismes privés ? Si on examine la liste de cours professionnels en France, on distingue immédiatement la différence suivante : dans les petites villes, les cours sont ordinairement des cours municipaux ; dans les grandes villes industrielles, les cours sont créés par des Sociétés, des Associations, des Fédérations, des Syndicats, des Chambres Syndicales et, en somme, des organismes qui réunissent des groupes de métiers semblables.

A Paris, l'initiative privée est prépondérante. Les Chambres Syndicales ont organisé beaucoup de cours professionnels. Nous allons prendre quelques-uns de leurs cours comme exemple afin de montrer comment les cours professionnels sont organisés en général. Nous allons prendre d'abord les cours organisés par la Chambre Syndicale de Bijouterie et de Joaillerie.

La bijouterie est une des industries françaises qui exportent le plus. Paris est partout renommé. Sa réputation ne date pas de quelques années. Elle est acquise depuis plusieurs siècles. Soixante-quinze pour cent des fabriques de bijouterie française se trouvent à Paris et 96 % pour la joaillerie. On s'attendrait donc à ce qu'un grand nombre d'apprentis suivent les cours professionnels. Cela n'est pas vrai, cependant, le nombre des élèves inscrits dans l'école élémentaire pour la formation des apprentis n'est que de 34. La durée des études est généralement d'un an, mais il arrive de temps en temps qu'il n'y a pas assez de

places libres pour tous les apprentis qui se présentent. Dans ce cas on reprend ceux qui n'ont pas été placés dans l'industrie pour une deuxième année. Les cours ont lieu de 8 à 12 heures et de 2 à 6 heures.

Quant aux cours professionnels élémentaires obligatoires qui ont lieu trois fois par semaine entre 4 h. 30 et 6 h. 30, il ne s'y trouvait qu'une cinquantaine d'élèves inscrits au début du mois d'octobre de la présente année. Ces cours consistent en des cours de dessin et des cours de modelage.

La Chambre a aussi une catégorie de cours supérieurs pour les élèves qui veulent se perfectionner dans l'étude des pierres précieuses, des perles et des métaux précieux. Pour ces cours les élèves doivent avoir des aptitudes intellectuelles aussi bien que des aptitudes manuelles. Le laboratoire n'est pas grand, aussi une dizaine d'élèves est tout ce qu'on peut prendre pour ce cours.

M. André Saglier, président du comité de patronage pour la Chambre syndicale, nous dit que pour un centre de bijouterie et joaillerie tel que Paris, le nombre d'apprentis qui suivent les cours professionnels obligatoires n'est pas assez élevé. Cet état de choses, semble indiquer que patrons et apprentis ne témoignent pas d'un assez grand intérêt pour l'institution.

Les Chambres Syndicales du Bâtiment forment aussi leurs apprentis. On les envoie aux Ateliers-Ecoles de la Chambre de Commerce, 9, Rue Saint-Lambert. Nous joignons en annexe, un horaire qui

donnera une idée des conditions d'inscription, des règlements et de la tenue des cours professionnels du bâtiment : serrurerie et charpente en fer (voir à la fin du chapitre).

Les Chambres Syndicales du Bâtiment pourraient former beaucoup plus d'apprentis, mais en ce moment ils ne trouveraient pas à les placer. Il y a déjà 500 apprentis inscrits pour les cours professionnels, mais ce nombre serait plus élevé si on était sûr de pouvoir les placer une fois qu'ils auraient terminé leur apprentissage. C'est sans doute le cas pour la plupart des industries.

Les cours professionnels ont certainement fait beaucoup de bien, du point de vue humanitaire aussi bien que du point de vue industriel, mais ils laissent encore beaucoup à désirer puisque, comme les écoles techniques, ils ne permettent qu'à un certain nombre d'apprentis de s'instruire et de se perfectionner.

Il n'existe pas de cours professionnels correspondant à tous les genres de travail industriel ou commercial. Il en manque même beaucoup.

Il nous semble que les intentions des auteurs de la loi ont été méconnues sur plusieurs points par les organisations existantes.

Il existe un décret-loi du 24 mai 1938, relatif à l'orientation et à la formation professionnelle qui préconise « une éducation professionnelle pratique et théorique, sans préjudice d'un complément de culture générale » ¹.

Ce décret-loi, qui est en plein accord avec ce que

(1) Décret-loi du 24 mai. Titre II, art. 9.

les précurseurs de l'Enseignement Technique avaient voulu, signale une lacune de l'organisation actuelle. Il est encore lettre morte, au moment où nous écrivons.

Les cours professionnels sont uniquement professionnels. Il n'existe, actuellement, aucun cours de culture générale, joint aux cours professionnels.

D'autre part, les cours professionnels existants ne peuvent accepter que peu d'élèves, faute de crédits pour agrandir les locaux et pour acheter le matériel.

Beaucoup d'enfants utilisés comme garçons de courses, serveuses dans les foyers féminins, petits employés à toutes mains, ne font aucun apprentissage réel.

Beaucoup d'industries importantes, comme la confiserie, certaines industries alimentaires, n'ont pas songé à créer des cours professionnels et à y envoyer leurs jeunes employés.

Il existe des métiers, qui ne comportent pas un apprentissage méthodique et complet. Le sort de leurs petits employés n'est pas encore fixé à l'heure actuelle.

Enfin, nous avons vu dans les bureaux d'orientation, beaucoup d'enfants (jeunes filles et garçons); demandant, à apprendre certains métiers et qu'on ne pouvait satisfaire.

Les écoles sont pleines; les patrons n'ont pas besoin de nouveaux apprentis. Il semble donc, que d'une part, trop d'enfants ne peuvent prétendre à un avenir meilleur, trop d'enfants ne peuvent s'élever au-dessus de la condition de simple manœuvre.

Ainsi l'intention humanitaire du législateur ne se trouve que partiellement réalisée. D'autre part, l'œuvre de la réorganisation industrielle, par une organisation rationnelle de l'apprentissage est encore, elle aussi, à mi-chemin de la réalisation.

Il semble, qu'un des motifs, de ces résultats insuffisants, soit le défaut d'entente, entre les divers organismes qui s'occupent de l'apprentissage, et, ceux qui devraient être les bénéficiaires d'une meilleure organisation : les enfants, représentés par leurs familles, et les patrons.

ANNEXE AU CHAPITRE PRECEDENT

COURS PROFESSIONNELS DE SERRURERIE

(Renseignements Généraux). (Horaire des Cours).

1. — Conditions d'Inscription.

Pour être admis, les jeunes gens doivent satisfaire aux conditions suivantes :

1) Etre Français et âgé de 14 ans au moins et de 18 ans au plus, sauf pour les cours du soir.

2) Etre apprenti, petit ouvrier ou commis dans les Ateliers d'un Entrepreneur de Serrurerie.

3) Savoir lire, écrire et connaître les principes d'arithmétique.

4) En raison du nombre limité de places, ne seront admis définitivement aux cours de *Formation des cadres moyens* et de *formation des cadres supérieurs* que les jeunes gens ayant satisfait à l'examen d'entrée.

2. — Conseils aux patrons.

Nous vous prions très instamment de bien vouloir nous aider à mener à bien l'œuvre si importante de l'enseignement professionnel.

1) En rendant libres assez tôt les jeunes gens pour leur permettre *d'arriver très exactement* à l'ouverture des cours;

2) *En contrôlant leur assiduité et leurs progrès.* A cet effet, il sera remis à chaque élève un carnet individuel que nous vous prions de bien vouloir viser chaque semaine.

Vous trouverez sous ce pli une *affiche* que nous vous demandons de faire apposer à l'intérieur de vos ateliers.

3. — Conseils aux apprentis.

Les élèves doivent se munir, pour chaque cours, d'un carnet, de compas, crayons, gomme, double-décimètre, équerre. Les autres fournitures leur sont faites gratuitement.

Les élèves doivent se présenter dans une tenue propre et correcte.

L'exactitude la plus absolue est exigée. Tout élève arrivant en retard se verra refuser l'entrée des cours.

Les élèves devront, à *chaque séance*, présenter leur livret de présence.

Des *récompenses* seront décernées, à la fin de chaque année, aux élèves les plus méritants.

La discipline la plus rigoureuse sera imposée aux élèves par ordre de la direction.

Tout élève dont la conduite ou le travail ne donnerait pas satisfaction sera exclu des Cours.

Cours de mi-temps

de 17 à 19 heures

Obligatoires légalement pour tous les apprentis.

Formation des apprentis et ouvriers qualifiés.

Directeur des Etudes : M. MATHIEU.

SERRURERIE.

Cours Elémentaires de Calcul et de Dessin
appliqués à la Serrurerie.

Le Mardi }
Le Jeudi } à l'Ecole, 42, rue Dussoubs, 2^e.

Professeur : M. BONNETAT.

Programme : Arithmétique. Premiers éléments de géométrie. Applications à la Serrurerie. Détails d'assemblages. Devoirs écrits. Français. Orthographe.

SERRURERIE : DESSIN PRATIQUE.

1^{re} Année. — Le *Jeudi* à l'Ecole, 9, rue Saint-Lambert, 15^e.

Programme : Notions de dessin. Eléments de Dessin géométrique. Croquis cotés de pièces simples. Profils des fers. Assemblages. Grilles fixes. Chassis fixes.

Professeur : M. ROCHE, Ingénieur A.-et-M.

2^e Année. — Le *Mercredi* à l'Ecole, 9, rue St-Lambert, 15^e.

Programme : Dessin géométrique. Définitions. Lignes courbes. Angles. Triangles. Quadrilatères. Circconférences. Mise à l'échelle de croquis. Croquis cotés d'assemblages. Balustrades. Balcons. Petits combles. Verres dalles.

Professeur : M. JESUM, Ingénieur A.-et-M.

3^e Année. — Le *Vendredi* à l'Ecole, 9, rue St-Lambert, 15^e.

Programme : Dessin des principales courbes. Quelques éléments de géométrie sur les volumes. Développement de volumes simples. Rabattements. Balcons. Rampes. Marquises. Combles. Menuiserie métallique. Croquis perspectifs.

Professeur : M. JESUM, Ingénieur A.-et-M.

COURS DU SOIR
de 20 à 22 heures.

Formation des cadres moyens.

Serrurerie : Dessin et Construction. Cours Supérieur.
Directeur des Etudes : M. SCHMID, Ingénieur E. C. P.

1^{re} Année. — Le *Mardi* à l'Ecole, 9, rue St-Lambert, 15^e.

Programme : Planchers. Quincaillerie. Vasistas. Marquises. Grilles. Verres Dalles et plafonds vitrés. Garde-corps. Toiture de courette. Différents travaux de serrurerie dans la construction.

Professeur : M. BONNETAT.

2^e Année. — Le *Jeudi* à l'Ecole, 9, rue St-Lambert, 15^e..

Programme : Planchers. Pans de fers. Vis, boulons, rivets. Menuiserie métallique. Charpente métallique légère. Escaliers. Rampes. Fermetures. Soudure autogène et électrique. Machines-outils.

Professeur : M. BONNETAT.

COURS DE TRAÇAGE.

Le Mardi } à l'Ecole, 9, rue Saint-Lam-
Le Vendredi } bert, 15°.

Programme : Tracé sur bandes. Epures.

Professeur : M. GALLOIS.

Formation des cadres supérieurs.

Directeur des Etudes : M. H. BEAU, Ingénieur E. C. P.

Cours de résistance des Matériaux.

Le *Lundi* à l'Ecole, 9, rue Saint-Lambert, 15°.

Programme : Forces. Calcul des Forces. Moments. Moments d'inertie. Effort tranchant. Réaction. Calculs. Applications à la serrurerie et Charpente en fer. Statique graphique.

Professeur : M. JESUM, Ingénieur A.-et-M.

COURS DE MÈTRE.

Le *Mercredi* à l'Ecole, 9, Rue St-Lambert, XV°.

Programme : Mètre de Serrurerie. Quincaillerie. Charpente en fer. Construction Métallique. Etude des Déboursés.

Professeur : M. MOY.

Le carnet individuel de l'apprenti se présente sous la forme suivante :

Couverture CHAMBRE SYNDICALE des ENTREPRENEURS de MENUISERIE ET PARQUETS DE LA VILLE DE PARIS ET DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE 3, Rue de Lutèce (Cité). Paris 4^e. Téléphone : Odéon 18-47 et 34-42. Cours Professionnels Année Scolaire 193 - 193 Elève	1^{re} page <i>(A remplir très exactement)</i> Nom de l'Elève Prénoms Date de naissance Lieu de naissance Adresse Nom du Patron Profession Adresse
2^e page OCTOBRE Observations des Professeurs. 1. Cours de Le Professeur, 2. Cours de Le Professeur, 3. Cours de Le Professeur, Visa des Directeurs : 1 2 3	3^e page OCTOBRE Présence Signature des Parents : Signature du Patron :

CHAPITRE IX.

L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE EN PROVINCE

Il nous a semblé indispensable de donner un aperçu d'ailleurs très incomplet de l'enseignement technique en province.

L'enseignement technique élémentaire et celui destiné à former les cadres moyens, se fait principalement par les Ecoles Pratiques de Commerce et d'Industrie et par les Ecoles Nationales Professionnelles. Il existe aussi en province des Ecoles de Métiers et des Ecoles Hôtelières, mais puisque nous avons déjà parlé de l'Ecole Hôtelière, et des Ecoles de Métiers à Paris, dont l'organisation et l'enseignement sont identiques, il n'est pas nécessaire d'en parler encore ici.

Parlons d'abord des Ecoles Pratiques.

L'enseignement dans les écoles pratiques de commerce et d'industrie doit comprendre « un complément d'enseignement général, des notions théoriques et pratiques des sciences et des arts ou métiers nécessaires à la formation des ouvriers de l'industrie ou des employés de commerce » ¹.

Une école de ce genre peut être créée par un départe-

(1) GAUCHER et MORTIER, p. 58.

tement, une commune, ou par plusieurs départements ou plusieurs communes. Le conseil général, qui veut fonder une école pratique, doit joindre à sa demande qu'il adresse au sous-secrétaire d'Etat, un devis des frais qu'entraînera la création et l'entretien d'une école de ce genre, et indiquer la somme que le département désire y consacrer. L'Etat peut aider le département ou la commune en accordant une subvention, mais cette subvention ne peut s'élever qu'au quart des dépenses totales prévues. Enfin, l'Etat peut aussi accorder des subventions pour l'entretien de l'Ecole.

Pour montrer comment fonctionne l'une de ces écoles, nous allons décrire l'Ecole Pratique de Commerce et d'Industrie de Nogent-sur-Marne, qui est jumelée avec une école primaire supérieure. Cette école dispose d'un grand bâtiment moderne, très bien installé.

Les élèves sont admis à l'Ecole de la même manière qu'ils le sont aux écoles professionnelles de la Ville de Paris.

L'enseignement se divise en quatre sections :

- une section générale,
- une section industrielle,
- une section des arts et métiers,
- une section commerciale.

La durée des études pour les trois sections est de trois ans. La section générale « prépare à certaines carrières administratives, aux écoles normales d'instituteurs, aux écoles nationales d'agriculture. Dans cette section, les études durent trois ans et sont sanc-

tionnées par le Brevet Elémentaire et le Brevet d'Enseignement Primaire Supérieur » ¹. « La section industrielle forme des apprentis qui, à leur sortie de l'Ecole, feront des ouvriers qualifiés, ajusteurs, tourneurs, électriciens, menuisiers, ébénistes, et qui deviennent plus tard des chefs d'équipe, des contre-maîtres, des chefs d'atelier, des dessinateurs industriels.

Dans la section industrielle, les connaissances générales sont complétées par des cours de dessin industriel, de mécanique, d'électricité, de comptabilité, de législation, et par des travaux d'atelier.

A la fin de leurs trois années d'études, les élèves se présentent aux examens du Brevet d'Enseignement Industriel et du Certificat d'Aptitude Professionnelle, dans la spécialité qu'ils ont choisie.

La section des arts et métiers accueille, à partir de la deuxième année, les élèves qui ont manifesté des dispositions pour le travail personnel, pour les mathématiques, le dessin et les travaux d'atelier, au cours de leur première année d'études dans la section générale ou la section industrielle. La liste des élèves admis dans la section Arts et Métiers, est arrêtée chaque année par le Conseil des Professeurs.

Son programme s'inspire à la fois du programme de la section générale et de celui de la section industrielle.

La section arts et métiers prépare des candidats aux Ecoles Nationales d'Arts et Métiers, à certains

(1) Prospectus de l'Ecole.

emplois techniques des mairies, des préfectures, des chemins de fer et de l'industrie privée. Elle convient aux jeunes gens qui désirent entrer dans les bureaux de dessin.

La durée des études dans cette section varie entre trois et quatre ans.

La section commerciale réserve dans son programme, à côté de l'enseignement général, une large place à l'étude du commerce, de la comptabilité, de la langue anglaise, de la législation, de la correspondance commerciale et de la sténo-dactylographie.

La section commerciale forme des commerçants, des vendeurs, des comptables, des employés de commerce et de banque. Elle prépare des candidats aux Ecoles Supérieures de Commerce » ¹.

Nous allons citer quelques-uns des renseignements divers qui se trouvent dans le prospectus de l'Ecole et qui nous donnent quelques détails intéressants de l'organisation.

Renseignements divers.

« La Ville de Nogent fournit les livres et les cahiers ainsi que l'outillage et les matières premières à l'atelier. L'outillage et les livres sont la propriété de la Ville. Le matériel de dessin est à la charge des familles.

La Ville perçoit une indemnité de 150 fr. pour les élèves domiciliés à Nogent-sur-Marne et de 300 francs pour les autres élèves. Cette indemnité est exigible avant la rentrée des classes.

(1) Prospectus de l'Ecole.

Pour leurs heures de présence à l'atelier, les élèves de la Section Industrielle et ceux de la Section Arts et Métiers, doivent posséder au moins un vêtement de travail; ce vêtement est recommandé aux élèves de la Section Générale » ¹.

« Les élèves qui n'habitent pas Nogent peuvent apporter leur repas de midi à l'Ecole où ils disposent d'un vaste réfectoire bien aménagé. Entre les classes du matin et celles de l'après-midi, ils restent sous la surveillance d'un maître. Leurs aliments sont réchauffés. Ces élèves sont tenus de verser à la Ville de Nogent une indemnité complémentaire mensuelle de 15 francs » ¹.

Les Ecoles Pratiques de Commerce et d'Industrie ont eu un grand succès. Un grand nombre de ces écoles ont été créées depuis la loi Astier.

LES ECOLES NATIONALES PROFESSIONNELLES.

Les Ecoles Nationales Professionnelles destinent leurs élèves aux cadres moyens de l'industrie. Les études ont une durée de 4 ans. La première année est toute d'orientation. Les élèves passent quelques semaines dans chaque atelier pour pouvoir mieux choisir leur profession. Les trois autres années sont des années de spécialisation. A leur sortie les élèves sont placés, d'abord, comme simples ouvriers, mais après quelque temps, ils peuvent devenir chefs d'ateliers, contremaîtres, chefs-adjoints de services techniques;

(1) Prospectus de l'Ecole.

tandis que les élèves des écoles pratiques doivent, après leur sortie de l'Ecole, suivre des cours, pour se perfectionner, avant de pouvoir faire partie des cadres.

Les élèves sont admis, obligatoirement, par voie de concours, tandis que pour les écoles pratiques, un concours est institué, seulement au cas où il y aurait un trop grand nombre d'élèves inscrits pour une même école.

L'Ecole Nationale Professionnelle de Saint-Ouen est l'école nationale professionnelle la plus près de Paris. Elle nous servira d'exemple ici pour les écoles de ce genre. En 1928, une école pratique fut créée à St-Ouen. En 1930, elle fut transformée en école nationale professionnelle. En effet, on sentit la nécessité de former des cadres moyens pour l'industrie de la région parisienne, la formation des ouvriers qualifiés étant assurée par les écoles professionnelles de la Ville de Paris.

L'école est très grande. Elle a 700 élèves et on est en train de l'agrandir. Ses ateliers sont grands et bien équipés. Pour l'œil d'un profane, les ateliers des écoles nationales professionnelles et ceux des écoles pratiques sont identiques. C'est plutôt dans les programmes qu'on s'aperçoit d'une différence.

L'enseignement est divisé ainsi :

Section préparatoire A.

L'admission a lieu sur un examen subi à l'Ecole, entre le 15 et le 5 juillet.

But :

1. La recherche, par des stages bien compris, des aptitudes des élèves, en vue de leur orientation professionnelle.

2. La préparation au concours d'entrée de l'Ecole Nationale Professionnelle. Le diplôme d'ancien élève breveté des Ecoles Nationales Professionnelles sanctionne les études normales, dont la durée est de 4 années (compte tenu de l'année préparatoire).

Les élèves qui auront étudié dans les « sections dites normales » composeront les cadres moyens de l'industrie et du commerce.

Les élèves des « sections spéciales » pourront se présenter au concours d'entrée des Ecoles d'Arts et Métiers.

Enfin, les élèves des sections normales ou spéciales, reçoivent un enseignement qui leur permet de poursuivre leurs études et d'entrer dans les Instituts techniques spécialisés.

Section Préparatoire B.

Pour être admis à cette section, les élèves doivent avoir le Certificat d'Etudes Primaires ou bien avoir fait une année à la section préparatoire A.

But :

La formation intellectuelle et manuelle des jeunes gens pour l'exercice de l'un des métiers suivants :

Ajustage.	Menuiserie.	Mécanique.
Tour.	Modelage.	Forge.
	Chaudronnerie.	

Cette section ne prépare pas au concours d'entrée à l'Ecole Nationale professionnelle. Les études ont une durée de 3 ans et sont sanctionnées par l'examen du « Certificat d'Aptitude Professionnelle » ¹.

Nous n'avons pas cru nécessaire de décrire l'enseignement dans les écoles pratiques et les écoles nationales de jeunes filles. L'organisation est la même et l'enseignement ressemble beaucoup à celui des écoles professionnelles de Paris. Elles aussi, comme celles du même genre pour les jeunes gens, destinent leurs élèves aux cadres moyens de l'industrie.

(1) Prospectus.

CONCLUSION

Une remarque s'impose tout d'abord. L'enseignement technique s'est fait lentement par pièces et par morceaux. Une organisation d'ensemble n'est apparue que tardivement. Il en résulte une différence assez sensible entre l'enseignement technique en province, organisé beaucoup plus tard, et l'enseignement technique à Paris. En province, on trouve surtout des écoles nationales professionnelles et des écoles pratiques de commerce et d'industrie. A Paris, surtout des écoles professionnelles et des écoles de métiers. Les appellations différentes recouvrent d'ailleurs des systèmes d'enseignement analogues; toutes ces écoles, assez semblables entre elles, conduisent au même niveau professionnel, bien que la durée des études y soient assez variable et les conditions d'entrée différentes.

Il faut aussi avoir visité les écoles pour se rendre compte, s'il existe des différences dans la valeur de l'enseignement. Ce ne sont pas toujours les écoles où la durée des études est la plus longue, qui sont les meilleures, ni celles, dont les élèves sont le plus recherchés par le Patronat.

Nous allons tenter cependant une classification des écoles par ordre de valeur décroissante :

1) Ecoles nationales professionnelles, pour la formation des cadres moyens de l'industrie et du commerce où la durée des études est de 4 ans;

2) Les écoles professionnelles de la Ville de Paris qui forment une élite d'ouvriers qualifiés pour le commerce et l'industrie et dont la durée des études est de 3 à 6 ans;

3) Les écoles pratiques et les écoles hôtelières qui forment des ouvriers qualifiés pour le commerce et l'industrie et où la durée des études est d'au moins 3 ans;

4) Les écoles de métiers, qui forment également des ouvriers qualifiés, et où la durée des études est de 2 à 3 ans. Dans certaines de ces écoles, l'enseignement général est moins poussé que dans d'autres. Cela dépend des conditions de chaque métier.

Cependant la sanction des études pour toutes ces écoles est unique : c'est le certificat d'aptitude professionnelle. Les écoles hôtelières ont un brevet d'enseignement, c'est-à-dire qu'elles délivrent un certificat qui leur est particulier. Dans le libellé du certificat se trouve indiquée l'école dans laquelle il a été obtenu, mais il faut bien connaître les écoles pour savoir exactement comment les études ont été dirigées et pour déterminer la valeur de ce certificat.

Il nous semble aussi que dans l'esprit du législateur, un complément d'instruction générale avait été envisagé pour tous les apprentis de moins de 18 ans, c'est-à-dire pour les enfants qui n'ont pas pu, ou qui n'ont pas voulu, entrer dans les écoles. Mais si on examine

les programmes des cours professionnels on n'y trouve que des cours théoriques et pratiques, concernant les métiers et pas d'enseignement culturel.

En outre, nous avons constaté un certain défaut d'entente entre le Patronat et les différents organismes de cours professionnels. Les patrons ne se soucient pas toujours de faire suivre à leurs apprentis les cours professionnels. Les parents, de leur côté, pensent surtout au salaire et ne s'inquiètent guère de voir leurs enfants accéder à une culture désintéressée.

Il arrive qu'un enfant ayant des aptitudes marquées ne peut les développer, faute d'une place libre dans l'une des écoles, ou, faute d'avoir été envoyé au cours professionnel.

D'où proviennent ces défauts d'organisation ? Il y a sans doute plusieurs causes, mais la plus importante, à notre sens, est, sinon un manque de crédits, du moins le fait que les crédits sont insuffisants. Nous avons déjà signalé cela lorsque nous racontions nos enquêtes dans les écoles et les bureaux d'orientation professionnelle. Un regard jeté sur le budget de l'enseignement technique en France est révélateur.

Année	Enseig. Second.	Enseig. Primaire	Instruction Publique	Enseig. Technique
1936	464.346.766	2.414.120.212	2.994.897.054	159.469.031
1937	550.133.734	2.506.020.425	4.695.292.351	188.193.608
1938			3.811.309.763	131.313.811

Nous voyons que ces derniers temps le budget de

l'enseignement technique a été diminué alors que la dotation de budget général était augmenté.

Quelle conclusion peut-on tirer de cet état de choses ?

Le grand public n'est pas encore convaincu de l'utilité de l'enseignement technique.

Les premières écoles d'enseignement technique ont paru dès la fin du XVIII^e siècle, date qui nous étonne quand on prend en considération le fait que cet enseignement n'a reçu une organisation d'ensemble qu'en 1919 (loi Astier). Nous croyons avoir constaté que ce retard peut être attribué à deux motifs : en premier lieu, les résistances rencontrées par l'Etat quand il a voulu contrôler le sort des apprentis, puis créer un enseignement technique systématisé. Les patrons ne voyaient, dans ce contrôle progressif de l'éducation ouvrière par l'Etat, rien à gagner pour eux. Et en second lieu, la classe ouvrière elle-même, se désintéressait de l'amélioration de son sort du point de vue culturel. Mais cela n'est pas surprenant puisqu'elle ne pouvait pas en saisir la portée. Les autres classes s'en souciaient encore moins qu'elle, voyant sans doute dans l'élévation du « standard » ouvrier, une menace pour la paix sociale.

TABLE
DES ECOLES NATIONALES PROFESSIONNELLES
ET
DES ECOLES PRATIQUES DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE

Le J. E. P. S. et le J. L. indiquent si l'école est jumelée avec une Ecole Primaire Supérieure ou un Lycée. Le A. R. indique que l'Ecole est un Artisanat Rural. Les autres initiales à côté de la ville où l'école se trouve représente les sections enseignées dans l'Ecole. Ces initiales sont expliquées à mesure qu'elles se présentent.

Les Ecoles Nationales Professionnelles (Group.)
1881 (1887) ¹.

Abréviations : I = Industriel. C = Commercial. P = Préparatoire. Ad. Pub. = Administration Publique.

I. — Industriel (Les Sections Industrielles de garçons comportent la plupart des cours suivants : ajustage, montage, serrurerie, soudure, électricité, menuiserie, charpente, machines-outils, automobiles, radio, télégraphe, plomberie, autogène, moteur, céramique et tailleurs.

Les sections industrielles de jeunes filles comportent des cours : éléments de législation ouvrière, des sciences appliquées à l'hygiène, à l'économie domestique, à la puériculture,

(1) La deuxième date est la date de l'ouverture. Dans plusieurs cas les écoles sont ouvertes quelques années après leur création.

aux soins aux malades et à la technologie; de dessin, histoire du costume, géométrie, et des travaux d'ateliers.

C. — Commercial (les sections de garçons : comptabilité, commerce, langues, secrétaire, commerçants, employés de ponts et chaussées et langues étrangères.

Les sections de jeunes filles : des éléments de législation et d'économie commerciale, de sciences appliquées, l'étude des langues étrangères, du commerce et de la comptabilité, de la sténographie et de la dactylographie; de la correspondance commerciale).

P. — Préparatoire (Une année préparatoire avant de choisir une profession ou un métier).

Ad. Pub. — Section qui prépare au travail de l'Administration publique : au Ministère de la Marine; Mécaniciens de la Marine marchande de guerre, officiers de port, aviation maritime.

Ministre de la Guerre : Officiers et sous-officiers, spécialistes (T. S. F., unités motorisées, Service des poudres, etc...).

Ministère de l'Air : Pilotes et mécaniciens d'aviations, agents techniques de l'Aéronautique, météorologistes, etc...

Ministère de Travaux Publics : Ponts et chaussées (adjoints techniques, sous-ingénieurs, dessinateurs, agents de bureau).

Ministère de P. T. T. : Mécaniciens et manipulateurs des P. T. T., agents des installations extérieures.

Ministère des Colonies : Agents de maîtrise dans les Administrations Coloniales.

Les Ecoles Nationales Professionnelles

(Jeunes gens).

1882.		
	Armentières, Nord.	I. Ad. Pub. et Priv.
	Voiron, Isère (1891).	I. Ad. Pub. et Priv.
1898.		
	Nantes, Loire-Inférieure.	I. Ad. Pub. et Priv.
1914.		
	Tarbes, Hautes-Pyrénées (1925).	I. Ad. Pub. et Priv.
1918.		
	Epinal, Vosges.	I. C. Ad. Pub. et Priv.
1925.		
	Morez, Jura (1929).	I. C. Ad. Pub.
	Thiers, Puy-de-Dôme (1933).	I. C. Ad. Pub. et Priv.
1926.		
	Lyon, La Martinière (1931).	I. C. Ad. Pub. et Priv.
1928.		
	Saint-Etienne, Loire.	I. Ad. Pub. et Priv.
1929 (1932).		
	Creil, Oise.	I. Ad. Pub.
1930.		
	Egletons, Corrèze (1934).	I. Ad. Pub.
	Saint-Ouen, Seine.	I. C. Ad. Pub. et Priv.
1931.		
	Metz, Moselle.	I. C. Ad. Pub.
	Nancy, Meurthe-et-Moselle (1935).	I. C. Ad. Pub. et Priv.
	Limoges, Haute-Vienne.	I. C. Ad. Pub. et Priv.
1932.		
	Oyonnax, Ain (1932).	I. C. M. P.

I. : Section Industrielle.

Ad. Pub. : Administration publique.

Ad. Priv. : Administration privée : employés de banque, de chemins de fer (dessinateurs, mécaniciens, contremaîtres).

C. : Section commerciale.

M. : Section ménagère.

1934.

Chalons-s.-Saône, Saône-et-Loire. I. C. Ad. Pub. et Priv.

Les Ecoles Nationales Professionnelles

(Filles).

1929.

Bourges, Cher. I. C. H.

1934.

Vizille, Isère. I. C. P.

1936.

Poligny, Jura. I. C. M. H.

1937.

Lyon, La Martinière. I. C. P.

Les Ecoles Pratiques de Commerce et d'Industrie

(Jeunes gens).

1889.

Narbonne, Aude. I. C. P.

1890.

Montbéliard, Doubs.
(Ebénisterie). In. I. C. P.

1892.

Agen, Lot-et-Garonne. A. M. In. I. C. P.

Boulogne-sur-Mer, Pas-de-Calais.
(Ebénisterie, électricité, stéréotomie). In. I. C. P.

Fourmies, Nord.
(Electricité, filature, tissage).
J. E. P. S. In. I. C. P.

H. : Section hôtelière.

In. : Internat.

A. M. : Préparation aux Ecoles d'Arts et Métiers.

J. E. P. S. : Jumelée avec une Ecole Primaire Supérieure.

Nîmes, Gard.			
(Ebénisterie, électricité, filature, tissage).	In.	I. C. P.	
Reims, Marne.			
(Teinturerie, ébénisterie, électricité, filature, tissage).	J. E. P. S.	A. M.	In. I. C. P.
Rennes, Ile-et-Vilaine.		A. M.	I. C. P.
1894.			
Brest, Finistère.	In.	I. C. P.	A. M.
Romans, Drôme.		I. C. P.	A. M.
(avec filles en section commerciale).			
1897.			
Béziers, Hérault (1998).			A. M.
(Ebénisterie, stéréotomie).			
		I. C.	
Grenoble, Isère.			A. M.
(Electricité).			
	In.	I. C.	
1898.			
Mazamet, Tarn.			A. M.
(Ebénisterie).			
	In.	I. C. P.	
Pont-de-Beauvoisin, Isère (1900).			
	J. C. C.	In.	I. C. P.
1899.			
Sète, Hérault.			A. M.
	In.	I. C. P.	
1900.			
Vienne, Isère.			A. M.
(Filature et tissage).			
	In.	I. C. P.	
1901.			
Firminy, Loire.			A. M.
		I. C. P.	
Mende, Lozère (1902).			
(Ebénisterie, stéréotomie).	In.	I. C. P.	
J. C. C. : Jumelée avec un cours complémentaire.			

1902.

Clermont-Ferrand, Puy-de-Dôme.	A. M.
(Electricité).	
J. E. P. S. In. I. C. P.	
Dijon, Côte-d'Or.	A. M.
J. E. P. S. In. I. C. P.	
Roanne, Loire.	A. M.
(Ebénisterie, filatures et tissage).	
In. I. C. P.	

1903.

Maubeuge, Nord (1904).	A. M.
In. I. C. P.	

1904.

Charleville, Ardennes.	A. M.
In. I. C. P.	
Nantes, Loire-Inférieure.	A. M.
In. I. C. P.	
Saint-Nazaire, Loire-Inférieure.	
In. C.	

1906.

Oyonnax.	C.
Roubaix, Nord.	A. M.
J. E. P. S. I. C. P.	
Tourcoing, Nord.	A. M.
J. E. P. S. In. I. C. P.	
Valence, Drôme.	
J. E. P. S. I. C. P.	

1907.

Denain, Nord.	J. E. P. S. I. C. P.
---------------	----------------------

1908.

Bordeaux, Gironde.	A. M.
I. C. P.	

1909.

Dunkerque, Nord (1913).	A. M.
In. I. C. P.	

1910.

Evreux, Eure (1912).

A. M.

In. I. C. P.

(avec section filles).

1917.

Niort, Deux-Sèvres.

I. C. P.

1920.

Haubourdin, Nord.

A. M.

J. E. P. S. In. I. C. P.

1922.

Annecy, Haute-Savoie.

J. E. P. S. In. I. C. P.

Belfort, Territoire de Belfort.

A. M.

I. C. P.

Besançon, Doubs.

A. M.

J. E. P. S. In. I. C. P.

Bourges, Cher.

J. E. P. S. In. I. C. P.

Chambéry, Savoie.

A. M.

J. E. P. S. In. I. C. P.

Henin, Liétard, Pas-de-Calais.

A. M.

J. E. P. S. In. I. C. P.

L'Isle-sur-Sorgue, Vaucluse.

A. M.

J. E. P. S. In. I. C. P.

Moulins, Allier.

A. M.

J. L. J. E. P. S. I. C. P.

Nogent-sur-Marne, Seine.

A. M.

J. E. P. S. I. C. P.

Sens, Yonne.

A. M.

J. E. P. S. In. I. C. P.

Toulon, Var.

A. M.

J. E. P. S. I. C. P.

1923.

Alès, Gard.

A. M.

J. E. P. S. In. I. C. P.

Bayonne, Basses-Pyrénées (1924).

A. M.

J. L. : Jumelée avec un lycée.

Montceau-les-Mines, Saône-et-Loire.

J. E. P. S. I. C. P.

(avec filles en section).

1924.

Beauvais, Oise.

J. E. P. S. In. I. C. P.

1925.

Bourg, Ain.

J. E. P. S. In. I. C. P.

Nancy.

J. E. P. S. I. C. P.

A. M.

Poitiers, Vienne.

J. E. P. S. In. I. C. P.

A. M.

Saint-Claude, Jura.

J. C. I. C.

Valenciennes, Nord.

J. E. P. S. I. C. P.

A. M.

1926.

Bort-les-Orgues, Corrèze.

In. I. C. P.

Nevers, Nièvre.

J. E. P. S. In. I. C. P.

A. M.

Remiremont, Vosges.

J. C. In. I. C. P.

1927.

Cambrai, Nord.

In. I. C. P. H.

Saintes, Charente-Inférieure (1930).

J. C. In. I. C. P.

1928.

Bastia, Corse.

J. L. I. C. P.

Suresne, Seine.

J. E. P. S. I. C. P.

1929.

Mouchard, Jura.

J. E. P. S. In. I. C. P.

A. M.

J. C. : Jumelée avec un collège.

1980.

Versailles, Seine-et-Oise.

A. M.

J. E. P. S. In. I. C. P.

Abbeville, Somme (1924).

J. C. J. E. P. S. In. I. C. P.

Dinan, Côtes-du-Nord.

J. C. J. E. P. S. In. I. C. P.

Donni, Nord.

I. C. P.

1985.

Courbevoie, Seine.

I. C. P.

1987.

Saint-Brieuc, Nord.

1. C. P.

Les Ecoles Pratiques d'Industrie (Garçons).

1866.

Le Havre, Seine-Inférieure.

(Electricité).

I. P.

1878.

Rouen, Seine-Inférieure.

(Electricité).

I.

1879.

Saint-Chamard, Loire.

A. M.

J. E. P. S. 1.

1887.

Elbeuf, Seine-Inférieure.

(Filature et tissage).

J. E. P. S. 1.

1898.

Lille, Nord.

A. M.

(Electricité, imprimerie, typographie).

I.

1899.					
Marseille, Bouches-du-Rhône.					
(Electricité).	J.	P.			
1903.					
Cluny, Saône-et-Loire (Artisanat rural). Dep.					
	J.	P.			
1905.					
Aire-sur-l'Adour, Landes.					
	J. E. P. S.	In.		P.	
1907.					
Marmande, Lot-et-Garonne.					
(Ebénisterie).	J. G.				
Rive-de-Giers, Loire.			P.		
Angoulême, Charente. Dep.					
	J. E. P. S.	In.		P.	
Auxerre, Yonne.				P.	
Cherbourg, Manche.					
	In.	I.	P.		
1911.					
Montargis, Loiret.					
	In.	I.			
1921.					
Gourdan-Polignan, Haute-Garonne. Dep.					
Laon, Aisne.					
	J. L.	In.	I.	P.	
Saint-Pons, Hérault.					
	J. E. P. S.	In.			
1922.					
Gannot, Allier.					
	J. E. P. S.	In.		P.	
Montluçon, Allier.					
	J. L.	In.			
Tournus, Saône-et-Loire.					
	J. E. P. S.	In.	I.	P.	

Tour, Indre-et-Loire.	J. E. P. ¹ S.	I. C. P.	
1923.			
Puteaux, Seine.		I. P.	
1924.			
La Seyne-sur-Mer, Var.	J. E. P. S.	I.	
Notteville-les-Rouen, Seine-Inférieure.	J. E. P.	I.	
1925.			
Carpentras, Vaucluse.	J. C.	I.	
Vitry-sur-Seine, Seine.	J. E. P.	I.	
1926.			
Aubenas, Ardèche.			A. M.
	J. E. P. S. In.	P.	
Périgueux, Dordogne.			A. M.
	J. E. P. S. In. I.	P.	
Saint-Armand-les-Eaux, Nord.			A. M.
	J. E. P. S. In. I.		
Tarare, Rhône.		In. I. C. P.	
Périgueux, Dordogne.			A. M.
	J. E. P. S. In. I.	P.	
Saint-Armand-les-Eaux, Nord.			A. M.
	J. E. P. S. In. I.		
Tarare, Rhône.		In. I. C. P.	
1927.			
Oullins, Rhône.	J. E. P. S. In. I.		A. R.
Creuil, Oise.		I. C.	M.

J. E. P. : Jumelée avec une école primaire.
A. R. : Artisanat rural.

1928.

Bourgoin, Isère.

J. C. I. P.

Commercy, Meuse.

J. C. In. I. P.

Sarlat, Dordogne (artisanat rural).

In. I.

1929.

Souillac, Lot.

Dep. A. R.

In. I.

Cibeins par Misérieux, Ain.

A. R.

J. Agric.

In. I.

1930.

Briançon, Hautes-Alpes.

J. C. In. I.

Rodez, Aveyron.

A. M.

In. I.

1933.

Carmaux, Tarn.

J. C. C. I.

Chauny, Aisne.

J. E. P. S. I. P.

Hazebrouck, Nord.

J. C. In. I. P.

Lorient, Morbihan.

J. E. P. S. I. P.

Ecole Pratique de Commerce et d'Industrie (Filles).

1878.

Rouen, Seine-Inférieure.

I. C. P.

1879.

Lyon, La Martinière.

I. C. P. M.

Dep. : Ecole départementale.

J. Agric. : Jumelée avec une école d'agriculture.

1880.
Le Havre, Seine-Inférieure. I. C. P.
1894.
Nantes, Loire-Inférieure. I. C.
1898.
Boulogne-sur-Mer, Pas-de-Calais. I. C. P. M.
Marseille, Bouche-du-Rhône. I. C. M.
1902.
Reims, Marne. In. I. C. P. M.
1907.
Cherbourg, Manche. I. C.
Firmiy, Loire. I. C. P.
Pont-de-Beauvoisin. J. C. C. In. I. C. P.
1908.
Tourcoing, Nord. J. E. P. S. I. C. P. M.
1910.
Brest, Finistère. In. I. C.
1912.
Roubaix, Nord. I. C. P. M.
1914.
Bordeaux, Gironde. C. P.
1915.
Dreux, Eure-et-Loire. In. I. P. M.
1917.
Nice, Alpes-Maritimes. Dep.

1919.

Charleville, Ardennes.

I. C. M.

1920.

Lille, Nord.

I. C. P. M.

1921.

Dunkerque, Nord.

I. C.

1923.

Toulon, Var.

I. C. P.

1926.

Sotteville-les-Rouen, Seine-Inférieure.

J. E. P.

I. C. P. M.

Nancy, Meurthe-et-Moselle.

I. C. M.

Tours, Indre-et-Loire.

J. E. P. S. In. I. C.

1928.

Tarbes, Hautes-Pyrénées.

I. C.

1929.

Aubenas, Ardèche.

C. P. M.

Orange, Vaucluse.

J. C.

C. P. M.

1930.

Belfort, Territoire-de-Belfort.

J. E. P. S. In.

C. P. M.

1931.

Poitiers, Vienne.

J. E. P. S.

I. C.

M.

1932.

Lisieux, Calvados.

J. C.

In.

I. C.

M.

1933.

Vitry-sur-Seine, Seine.

Dep.

In. I.

P. M.

**Ecoles Pratiques de Commerce
(Jeunes Filles).**

1930.

Limoges, Haute-Vienne.

C.

Ecoles Pratiques Industrielles et Ménagères

1929.

Saint-Gaudens.

J. E. P. S.

M.

Les Ecoles Pratiques d'Alsace et de Lorraine

1920.

Colmar, Haut-Rhin.

A. M.

J. E. P. S.

I. C. P.

(garçons et filles)

J. E. P. S.

I. C. P.

Strasbourg, Bas-Rhin.

C. P.

**Les Ecoles Pratiques de Commerce
(garçons et filles).**

1924.

Sarreguemines, Moselle.

A. M.

I. C.

1928.

Metz, Moselle.

J. A. P. S.

I. C.

M.

1930.

Mulhouse, Haut-Rhin.

J. E. P. S.

I. C.

Hagueneau, Bas-Rhin.

J. E. P. S.

BIBLIOGRAPHIE

- Annales du Conservatoire National des Arts et Métiers*, Quatrième Série. Numéro Spécial, Paris, Eyérolles, 1933.
- ASTIER (P.). — L'Enseignement Technique et l'Education Générale, *Revue Politique Parlementaire*, Paris, 1913, 36 p.
- ASTIER (P.). — Proposition de Loi. Sénat, N° 47, 1913.
- ASTIER et CUMINAL. — L'Enseignement Technique Industriel et Commercial en France et à l'Etranger, Librairie Georges Roustain, Paris, 1908, 499 p.
- BERTRAND (E.). — L'Enseignement Technique en Allemagne et en France, Librairie Félix Alcan, Paris, 1914, 452 p.
- BOURREY (G.). Le Problème de l'Apprentissage et l'Enseignement Technique, Dunod et Pinat, Paris, 1913, 164 p.
- BUISSON (G.). — Nouveau Dictionnaire de Pédagogie, Hachette et Cie., Paris, 1911.
- Articles :
- Lemonnier (Mme Eliza) p. 1021.
- Technique (Enseignement) p. 1959.
- Conservatoire des Arts et Métiers, p. 369.
- Primaires-Supérieures (Ecoles) p. 1683.
- Pratiques de Commerce et d'Industrie (Ecoles), p. 1675.
- Bulletin de l'Enseignement Technique de 1900 à 1917*, Paris, Vuibert et Nony.
- Chambre. Dixième Législation*. N° 47. 1913.
- CRUZ (M.-A.). — L'Enseignement Technique et l'Apprentissage, Amiens, Impr. de T. Jeunet, 1906, 26 p.
- DELORME (Emile). — L'Apprentissage et l'Enseignement Technique, A. Michalon, Paris, 1909.
- DEMANGEON (A.). — Paris la Ville et sa banlieue, Bourrellet, Paris, 1936, 60 p.
- DRON (G.). — L'Organisation de l'Apprentissage, Nancy, Impr. de M. P. Pierron, 1909, 36 p.
- DEVEAU (M.). — Causerie Faites à Radio-Paris le 13 et le 20 décembre 1938 sur l'Enseignement Technique Hôtelier.
- Les Ecoles Nationales d'Arts et Métiers*, Société des Anciens Elèves Nationales d'Arts et Métiers, Paris, 1926, 119 p.
- L'Ecole Nationale d'Horlogerie de Petite Mécanique de de Précision et d'Electricité de Cluses*, Ministère de l'Education Nationale, Lyon, 1936, 62 p.

Les Ecoles Nationales Professionnelles, Société Amicale des Anciens Elèves des Ecoles Nationales Professionnelles, Paris, 1926, 124 p.

L'Enseignement Technique en France (5 tomes), Ministère du Commerce, de l'Industrie des Postes et des Télégraphes, Paris, 1900.

Exposition Internationale de Paris, Impr. Natl., Paris, 1936, In-8.

Exposition Internationale de Paris 1937, Impr. Natl., Paris, 1937, In-8.

FONTÈGNE (Julien). — *L'Orientation Professionnelle*, Paris, Eyerolles, 1924, In-8.

GAUCHER et MORTIER. — *Code de l'Enseignement Technique*, Vuibert et Nony, Paris, Edition de 1926 et de 1936.

GUILLET (Léon). — *Cent Ans de la Vie de l'Ecole Centrale*, Paris, 1929.

LEFÉBURE (Auguste). — *L'Education Professionnelle et Technique de la Classe Ouvrière*, Impr. Chaix, Paris, 1912.

LEVASSEUR. — *Histoire des classes Ouvrières* (4 tomes), Rousseau, Paris, Tomes 1-2 1859, Tomes 3-4, Rousseau, 1901.

LEVY (Emile). — *La crise de l'Apprentissage et l'Enseignement Technique*, Typographie et Lithographie, Barlatier, Marseille, 1914.

LIVET (E.). — *L'Institution Livet et l'Enseignement dans la seconde moitié du XIX siècle*, Impr. de Biroché et Dantais, Nantes, 18, 64 p.

PINON (René). — *L'Europe Comtemporaine*, Librairie des Facultés, Paris, 1838,

RIBES-CRISTOFLE (M. de). — *Etude sur l'Enseignement Technique en France et à l'Etranger*, Hôtel de la Chambre de Commerce, Paris, 1910, 374 p.

SAINT-LÉON (Martin). — *Histoire des Corporations*, Librairie Félix Alcan, Paris, 1922, 865 p.

Nous nous sommes aussi servis des prospectus des différentes Ecoles.

Vu le 22 décembre 1938.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris.*

J. VENDRYES.

Vu et Permis d'Imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
G. ROUSSY.

